



"Vous ne faites pas partie des 1% (qui ont compris notre avenir). J'ai 99% de chance d'avoir raison."

- ▶ **Le Fonds monétaire international alerte sur l'accroissement de la dette mondiale** p.1
- ▶ **La dette bat des records et menace l'économie mondiale, alerte le FMI (Charles Sannat)** p.3
- ▶ **État défaillant** (James Hoard Kunstler) p.4
- ▶ **Nous voulons vivre, et vous?** p.6
- ▶ **Du solaire à 2 cents le kWh, vraiment?** (Philippe Gauthier) p.8
- ▶ **Pétrole : les chiffres fous de Saudi Aramco** p.11
- ▶ **Réchauffement climatique et solutions** (Bertrand Ricque) p.12
- ▶ **Energie et petits pois** (Bertrand Ricque) p.13
- ▶ **LE GRAND DECHIREMENT...** (Patrick Reymond) p.18
- ▶ **DEROUTE FINANCIERE...** (Patrick Reymond) p.19
- ▶ **Les possibilités de séquestration du carbone dans les sols agricoles seraient surévaluées** p.20
- ▶ **La Cour des comptes alerte sur le coût des EnR** (Sylvestre Huet) p.22

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Les Etats-Unis sont le prochain Venezuela (Bill Bonner)** p.29
- ▶ **[Ironie:] Pourquoi les déficits n'ont « pas d'importance » (Bill Bonner)** p.32
- ▶ **Les sombres perspectives du dollar américain** p.35
- ▶ **D'ICI 10 ANS OU UN PEU PLUS LA NOTION DE RETRAITE S'ESTOMPERA.** (Bruno Bertez) p.38
- ▶ **Alerte sur la Deutsche Bank ? La BCE s'inquiète...** (Philippe Herlin) p.40
- ▶ **Comment va le monde aujourd'hui ? (François Leclerc)** p.41
- ▶ **« L'humiliation de Macron par Merkel ! » (Charles Sannat)** p.42
- ▶ **XPlane de Lockheed Martin : le grand retour de l'avion supersonique** p.44
- ▶ **A quand l'éclatement de la prochaine bulle mondiale et de la zone euro ?** p.49
- ▶ **Les banques centrales ont réinventé la pierre philosophale** p.51

Le Fonds monétaire international alerte sur l'accroissement de la dette mondiale

Avec 164 000 milliards de dollars, soit 12 % de plus qu'en 2009, l'année qui a suivi la faillite de la banque Lehman Brothers, la dette mondiale a atteint un nouveau record.

Le Monde.fr avec AFP | 18.04.2018

L'économie mondiale est désormais plus endettée qu'au début de la dernière crise financière, a déploré le Fonds monétaire international (FMI) mercredi 18 avril, exhortant les pays à prendre, sans délai, des mesures pour améliorer leurs finances avant l'inévitable prochain cycle de ralentissement.

« A 164 000 milliards de dollars [132 000 milliards d'euros], soit près de 225 % du produit intérieur brut [global], la dette mondiale a atteint un nouveau record », a déclaré Vitor Gaspar, responsable des affaires budgétaires du FMI. Le monde est désormais 12 % plus endetté que lors du précédent record, enregistré en 2009, juste après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, soit au début de la récession mondiale.

Les gouvernements avaient alors renfloué certains établissements financiers en difficulté pour [relancer](#) l'économie après la crise. Les banques centrales avaient ensuite alimenté les marchés avec des taux d'intérêt extrêmement bas. Cette [politique](#), destinée à [stimuler](#) la reprise, s'est prolongée et elle a abouti à un endettement généralisé des Etats, des [entreprises](#) et des particuliers.

« Pas de place pour la complaisance »

Si l'institution de Washington attribue en partie cette hausse de l'endettement à la [Chine](#), qui, à elle seule, représente 43 % de l'augmentation de la dette depuis 2007, elle prévient qu'aucune économie n'est épargnée.

« La majeure partie de l'endettement provient des pays avancés. Néanmoins, au cours des dix dernières années, les économies des marchés émergents ont été responsables de la majorité de l'accroissement », a résumé Vitor Gaspar. *« Il n'y a pas de place pour la complaisance »,* a-t-il insisté, soulignant que les pays devaient prendre immédiatement des mesures décisives pour [renforcer](#) les *« moyens de [défense](#) »* pendant que la conjoncture économique demeurait favorable.

La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, encourage depuis des mois à *« réparer le toit pendant qu'il fait beau »*, c'est-à-dire à profiter d'un cycle de croissance économique solide pour [réformer](#) et [être](#) en mesure d'affronter la prochaine crise. D'autant que, selon elle, la solide expansion économique *« va [finir](#) par ralentir »*.

« Risque élevé »

S'agissant des pays en [développement](#), à l'instar des pays africains, leur endettement est bien en deçà de ses pics historiques, mais le FMI souligne que ces économies ont bénéficié d'allègements de la part de leurs créanciers internationaux. Il n'en reste pas moins que *« 40 % des pays à bas revenus sont actuellement à un niveau de risque élevé en matière d'endettement ou déjà en situation de surendettement »*, a observé Vitor Gaspar.

Il note, en outre, que le paiement des intérêts de la dette s'est déjà accru rapidement en particulier dans les pays où l'inflation est élevée. *« Le poids des intérêts a aussi doublé ces dix dernières années »,* a-t-il précisé.

Le FMI s'inquiète d'ailleurs qu'une accélération surprise de l'inflation ne vienne [aggraver](#) la situation. Une forte augmentation des prix conduirait la Réserve fédérale américaine (Fed, banque centrale) à [remonter](#) ses taux d'intérêt plus rapidement que prévu, rendant encore plus vulnérables les pays émergents, pour lesquels une partie de la dette est libellée en dollars et qui verraient ainsi les intérêts [augmenter](#) davantage.

Les Etats-Unis critiqués

Les pays ne sont pas les seuls [exposés](#) au problème de l'endettement. L'argent facilement alloué après la crise financière de 2008 a conduit à un endettement des entreprises qui pourrait aussi [contribuer](#) à [mettre](#) en péril la croissance, avait estimé le FMI dans un rapport publié récemment.

L'allocation de [crédits](#) à des entreprises jugées à risques est une source de vulnérabilité pouvant [menacer](#) la stabilité financière, avait-il expliqué.

Enfin, le FMI s'est montré particulièrement critique envers les Etats-Unis, la première puissance économique mondiale, dont la réforme fiscale adoptée fin décembre 2017 va encore [faire](#) gonfler la dette. L'abaissement des [impôts](#) consenti, essentiellement aux entreprises, va [entraîner](#) une augmentation du déficit budgétaire américain de 1 000 milliards de dollars lors des trois prochaines années, élevant la dette du pays à 116,9 % du produit intérieur brut d'ici à 2023, a-t-il calculé.

L'administration Trump affirme que l'accélération de la croissance, en générant de nouvelles [recettes](#), va [permettre](#) de [financer](#) le manque à [gagner](#) entraîné par les réductions d'impôts. Mais l'argument ne convainc pas le FMI.

« La [politique](#) budgétaire très expansionniste des Etats-Unis, à un moment où le déficit des comptes courants est déjà plus important que ce que les fondamentaux impliquent (...), va encore [creuser](#) les déséquilibres entre les pays. »

La dette bat des records et menace l'économie mondiale, alerte le FMI

par [Charles Sannat](#) | 20 Avril 2018

Le FMI vient de faire une immense découverte. Il faut dire qu'ils emploient de très nombreux experts sous le statut de personnel international qui donc ne paient pas d'impôts, c'est chouette de bosser au FMI.

Tenez-vous bien, la dette mondiale a atteint 164 000 milliards de dollars en 2016 et représente 225 % du PIB mondial... !!!

Et vous savez quoi ? C'est la faute à la Chine !

« Le vieux démon de l'endettement rôde sur la croissance planétaire. L'économie mondiale, sous l'impulsion de la Chine, est désormais plus endettée qu'au début de la dernière crise financière, a déploré ce mercredi le FMI, exhortant les pays à prendre, sans délai, des mesures pour améliorer leurs finances avant l'inévitable prochain cycle de ralentissement.

«Il n'y a pas de place pour la complaisance», a affirmé Vitor Gaspar, le chef du Fonds monétaire international pour les affaires budgétaires, lors de la présentation du rapport intitulé «L'observatoire budgétaire», en prélude des réunions de printemps de l'institution financière et de la Banque mondiale. »

164 000 milliards de dollars de dette

« Selon les chiffres de cette étude, l'ensemble de la dette mondiale a atteint 164 000 milliards de dollars en 2016 et représente 225 % du PIB mondial. «Le monde est désormais 12 % plus endetté que lors du précédent record en 2009», a déploré le FMI, qui attribue notamment cette hausse de l'endettement à la Chine qui, à elle seule, représente 43% de l'augmentation de la dette depuis 2007.

L'endettement devrait se poursuivre après l'approbation par les États-Unis d'une réforme

fiscale qui entraînera une augmentation de leur déficit budgétaire de 1 000 milliards de dollars lors des trois prochaines années, élevant la dette du pays à 116,9 % du PIB d'ici 2023. »

Que faut-il faire ?

C'est assez simple, le FMI ne connaît que ce que l'on appelle les PAS.

Les PAS, c'est les Plans d'ajustement structurel.

On est en plein dedans en France.

On privatise tout ce que l'on peut.

On vend tout ce que l'on a.

On se dépouille de tout. Logique, le rapport de force est en défaveur du débiteur. Toujours.

On réduit les dépenses.

On augmente les impôts.

Au bout du compte, comme en Grèce, cela entraîne la récession.

Mais la récession c'est excellent pour racheter pas cher des beaux actifs à des prix bradés.

La dette mondiale est un volcan sur lequel nous dansons joyeusement et, pour un très grand nombre de nos concitoyens sans même qu'ils en aient conscience parce qu'on les maintient dans une forme d'illusion du tout va bien madame la marquise.

[Source AFP via 20 Minutes](#)

État défaillant

Par James Howard Kunstler – Le 9 avril 2018 – Source [kunstler.com](#)



BEYROUTH, Liban – Quelques jours après que le président Trump a déclaré qu'il voulait sortir les États-Unis de Syrie, les forces syriennes ont frappé les faubourgs de Damas avec des bombes. Les secouristes ont déclaré qu'elles avaient relâché du gaz toxique.

« Trompez-moi une fois, honte à vous ; trompez-moi deux fois, honte à moi », dit le vieil adage. Ensuite, avancez prudemment à travers les champs de mines de la propagande, posés pour les crédules par des organes de presse aussi minables que le *New York Times*. II

y a d'excellentes raisons de supposer que l'État profond américain souhaite ardemment continuer à s'ingérer dans tout le Moyen-Orient. Le bilan jusqu'à présent montre que les instruments contondants de la politique stratégique américaine produisent un résultat cohérent : des États défailants.

La Syrie était sur le point de tomber dans cette triste condition – provoquée par un afflux de maniaques djihadistes fuyant notre précédente expérience de déconstruction en Irak – lorsque les Russes sont intervenus avec une idée diamétralement opposée : soutenir le gouvernement syrien. Bien sûr, les Russes avaient des arrière-pensées : une base navale sur la Méditerranée, une influence élargie dans la région et une concession de Gazprom pour développer et gérer de vastes champs de gaz naturel près de la ville syrienne de Homs pour leur exportation vers l'Europe. Ce dernier aurait rivalisé avec celui du Qatar, un État soumis à l'Amérique, l'un des principaux exportateurs de gaz vers l'Europe.

Mais les États-Unis se sont opposés au soutien au gouvernement de Bachar al-Assad, comme ils l'avaient précédemment fait avec Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi, ainsi que la présence initiale de la Russie. Ainsi, les États-Unis ont cultivé des forces anti-gouvernementales dans cette guerre « civile » syrienne, un mélange de psychopathes islamiques connus sous le nom d'ISIS (État islamique en Irak et au Levant) ; Daech ; al-Qaïda ; al-Nusra ; Ansar al-Din ; Jaysh al-Sunna ; Nour al-Din al-Zenki et tant d'autres.

En fait, la politique américaine en Syrie après 2013 est devenue un exercice de tergiversation. Il était clair que notre soutien aux forces du djihad contre Assad a transformé les grandes villes syriennes en champs de ruines, avec des masses de civils prises au milieu et jetées comme autant de nourriture pour chiens. Le président Barack Obama a attiré l'attention sur l'utilisation des armes chimiques. Il était bien connu que l'armée syrienne avait des stocks de poisons chimiques. Mais les États-Unis savaient aussi que nos consorts djihadistes en avaient beaucoup eux aussi. Des incidents avec des atrocités chimiques ont été perpétrés par... quelqu'un... l'auteur n'ayant jamais été tout à fait clairement identifié... et la ligne dans le sable de M. Obama a disparu sous les tempêtes de poussière de l'équivoque.

Enfin, une mission conjointe de la Commission des droits de l'homme des Nations unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a été appelée pour superviser la destruction des armes chimiques du gouvernement syrien et certifiée comme achevée fin 2014. Pourtant, les incidents liés aux gaz empoisonnés se sont poursuivis – le plus notoire en 2017 lorsque le président Donald Trump a répondu à l'un d'eux avec une salve de missiles de croisière contre un aéroport vacant du gouvernement syrien. Et maintenant, un autre incident à Douma, dans la banlieue de Damas, a provoqué des menaces de représailles de la part de M. Trump, quelques jours seulement après qu'il a proposé un retrait rapide de ce coin de pays.

À l'heure actuelle, le public américain a certainement acquis une certaine immunité contre les allégations d'actions néfastes à l'étranger (« armes de destruction massive » et autres). La phrase opérative dans cet article du *New York Times* est « ... les forces syriennes frappent une banlieue de Damas avec des bombes. Les sauveteurs ont déclaré qu'elles avaient relâché du gaz toxique. » Ouais, eh bien, est-ce vraiment clair si le gaz toxique était contenu dans les bombes, ou plutôt si les bombes larguées par l'armée syrienne ont fait exploser un dépôt d'armes chimiques contrôlé par des jihadistes anti-gouvernementaux ? Est-ce que cet

amalgame de maniaques montre du respect pour l'ONU, la Convention de Genève ou tout autre organisme de droit international ? Comme dans beaucoup d'incidents antérieurs, nous ne savons pas qui est responsable – bien qu'il y ait de nombreuses raisons de croire que les partis au sein de l'establishment américain sont contre l'idée de M. Trump de quitter cet endroit et pourraient mitonner une raison bien pratique pour l'en empêcher.

Enfin, comment est-il dans l'intérêt de Bachar al-Assad de provoquer un nouveau tumulte international contre lui et son régime ? Je dirais que cela n'a pas le moindre intérêt puisqu'il est sur le point de mettre un terme à cet affreux conflit. Il n'est peut être pas un modèle de rectitude selon les normes occidentales, mais il n'est pas un déficient mental. Et il a un très bon soutien russe pour le conseiller dans ce qui a été jusqu'à présent un effort long et difficile pour empêcher son état de devenir défaillant – ou ou lui-même d'être détruit.

Nous voulons vivre, et vous?

Le Soir.be Mis en ligne le 18/04/2018

Eric Van Poelvoorde, biologiste; Cédric Chevalier, économiste; Thibault Gourlez de la Motte, juriste et économiste; tous trois chercheurs associés à Etopia (Centre d'animation et de recherche en écologie politique)

L'IPBES, la plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques a récemment livré un rapport alarmant sur l'état de la biodiversité dans le monde. Dans cette carte blanche, trois chercheurs associés à Etopia s'inquiètent de l'indifférence aux crises écologiques actuelles et affirment la nécessité concomitante de dénoncer ouvertement ce nihilisme, pour déclencher un sursaut de volonté de vivre chez tous.



En mars dernier, Le président Robert Watson et ses collègues de l'IPBES présentaient un bilan des plus alarmants des menaces qui pèsent sur l'avenir de notre planète. - AFP.

Enfin, le Printemps est là ! Après un hiver sombre et pluvieux, la vie explose à nouveau. Nous avons envie d'en profiter... et de faire taire les rabat-joie. Hélas... il n'y a pire sourd que celui qui ne veut entendre. Absente des débats qui agitent la médiasphère, la nature agonise dans un silence assourdissant. Pourtant sans la contribution de la nature, l'Humanité cesse d'exister.

Ceux qui veulent vivre doivent agir.

Sans nature, pas de vie

Alors que nos émissions de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse, l'IPBES (le Panel international pour la biodiversité et les services écosystémiques), considéré comme le « GIEC de la nature », vient de produire, dans l'indifférence la plus totale, le meilleur état des lieux scientifique jamais réalisé de la vie sur notre planète. Ses conclusions sont formelles : les sols se dégradent, la biodiversité s'éteint, les écosystèmes s'effondrent. Et pas seulement ailleurs, chez nous aussi, on tue : effondrement des populations d'oiseaux, d'insectes, de batraciens, de la faune vitale des sols agricoles, etc. Les scientifiques estiment qu'il s'agit de la « 6e extinction de masse de la biodiversité depuis l'apparition de la vie sur Terre ». De facto, nous, Humanité, sommes donc menacés à terme d'effondrement, et d'extinction. Catastrophisme ? Non, malheureusement, les faits sont têtus : notre existence humaine repose entièrement sur les contributions fournies par la Nature et les écosystèmes : air respirable, eau potable, alimentation issue de l'agriculture, matériaux issus de la foresterie, contrôle des insectes nuisibles et des maladies, atténuation des pics de chaleur et last but not least, bien-être que nous ressentons au contact de la nature. Premier fait : sans nature, nous mourons.

La fête est finie

En 1962, l'américaine Rachel Carson écrivait *Le printemps silencieux* dans l'espoir de provoquer une prise de conscience des effets désastreux de la pollution sur les êtres vivants. Le printemps silencieux, nous y sommes désormais. La fête est finie mais nous voulons encore danser. Qu'avons-nous fait de sérieux depuis 50 ans et le cri de Rachel Carson ? Et bien on s'en contrefout. Non, soyons plus précis, c'est pire, nous persévérons dans le mal. « Errare humanum est », l'erreur est humaine, dit-on. Mais la locution se complète avec « perseverare diabolicum » : l'entêtement dans son erreur est diabolique. Nihilisme ? Cynisme ? Pulsions de mort ? Toujours plus de croissance matérielle, de viande, de SUV, de vols en avion, de bétonisation du territoire, de surface de logement, d'agriculture intensive, d'industrie du gadget, de routes. Nous persévérons sciemment à faire croître tous ces facteurs qui causent la destruction de notre monde. Deuxième fait : nous sommes en train de détruire la nature.

Notre silence est assourdissant, comme un printemps sans chants d'oiseaux. L'indifférence est totale, à tous les échelons...

Aucune réaction politique. La maison brûle mais on s'intéresse à son agrandissement et son embellissement, les yeux rivés sur la croissance du PIB, de l'emploi, et des intentions de vote.

Aucune réaction de la société civile. Aucune révolte, aucune manifestation, aucune pétition, aucun emballement médiatique dans la médiasphère.

Certains acteurs du secteur agroalimentaire, osent tout. Au mépris de la méthode scientifique séculaire, ils péorent dans les médias pour défendre viande industrielle, agriculture et foresterie intensives, production et consommation de masse. Indignes, lies du sophisme, nombreux sont ceux qui se torchent de la nature en public.

Cette épuisante PAC

Pendant ce temps, l'Europe et sa Politique agricole commune épuisent scientifiquement, industriellement, bureaucratiquement, les agriculteurs, les éleveurs, les consommateurs, les sols et la biodiversité, en autorisant sciemment les pratiques et substances agricoles les plus ravageuses.

Nos entreprises et nos Communes s'étendent, bétonnent et aseptisent sols, éradiquent bestioles et « mauvaises herbes », au seul profit de la promotion immobilière.

Quelques journalistes et 270 scientifiques belges indignés rétablissent notre honneur collectif en alertant citoyens et gouvernements... Leur cri se perd dans un silence méprisant.

Troisième fait, les pistes sociotechniques pour la durabilité sont connues mais, quatrième fait, pas mises en œuvre. Ces quatre faits mis ensemble, nous n'avons aucune excuse.

Agissez !

Certains d'entre nous, y compris parmi les décideurs, se résignent passivement, zombies nihilistes qui acceptent de marcher vers l'abîme. S'ils restent majoritaires, nous serons les prochains sur la liste de la 6e extinction. Puisse donc leur dignité se réveiller.

Nous, les yeux ouverts, nous voulons vivre ! Avec nos enfants, nos familles, nos amis et nos concitoyens sur cette magnifique planète. Et donc nous voulons que la nature vive, car sans elle, nous mourrons tous. Parce que vivre, c'est aussi sentir, écouter, regarder, goûter, toucher, savourer les plaisirs simples offerts par la nature vivante.

Nous vous appelons donc, lecteurs, au sursaut de vie ! Si nous ne changeons pas aujourd'hui, c'est le chant de l'Humanité elle-même qui s'éteindra définitivement demain, quand nous aurons terminé de scier la branche de l'arbre sur laquelle repose toute notre existence.

Agissez ! Renseignez-vous, votez intelligemment, exigez des décideurs des actions concrètes, consommez de manière durable, militez dans une association environnementale ou un parti qui place l'environnement et donc l'être humain, au cœur de son action, accueillez dans vos jardins la nature, enseignez sa beauté à vos enfants et petits-enfants. Vous et nous avons le droit de vivre et d'exiger que ce droit soit respecté. Une nature vivante conditionne ce droit de vivre. Ensemble, nous pouvons agir ! Vive la vie !

Du solaire à 2 cents le kWh, vraiment?

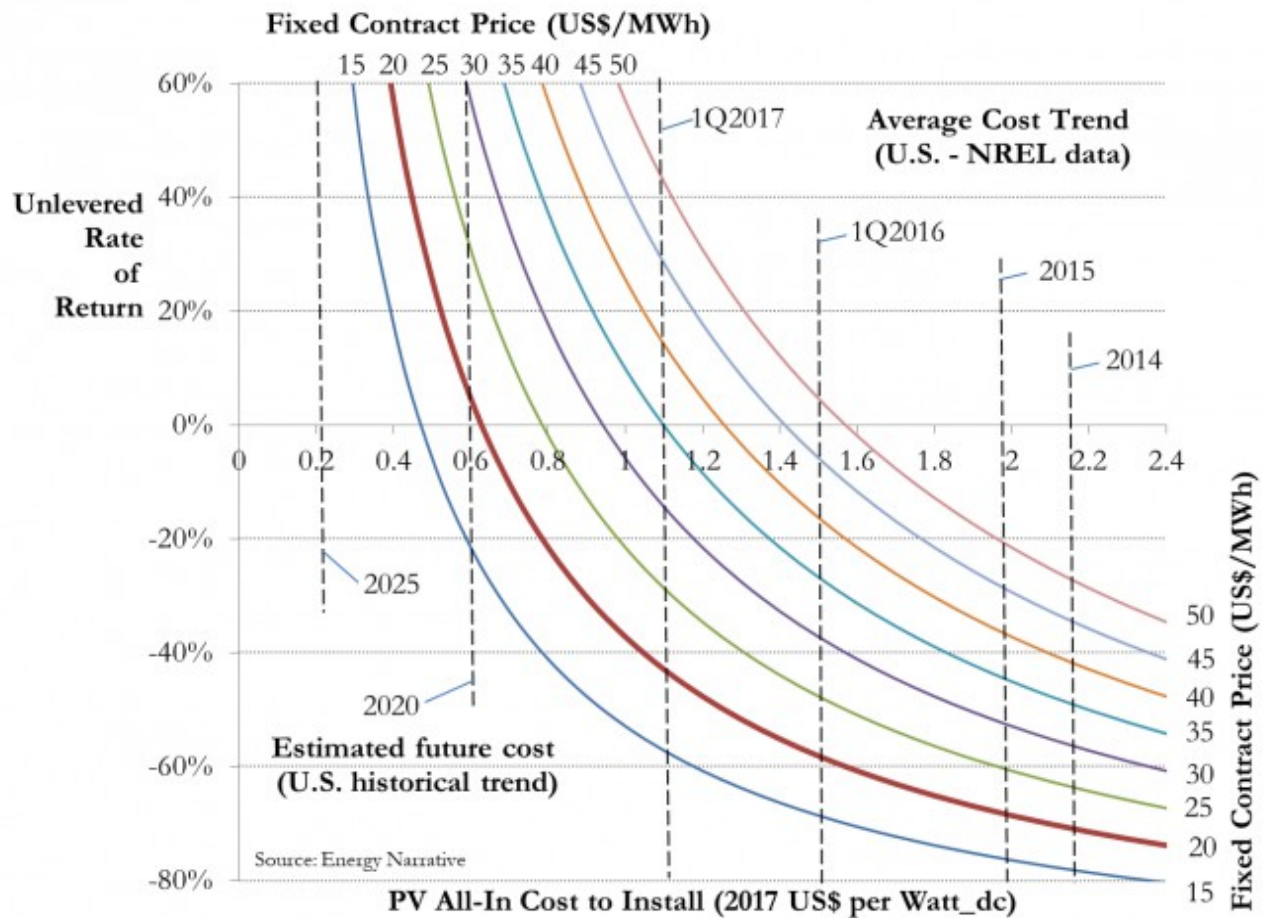
Philippe Gauthier 19 avril 2018

La fin de l'année 2017 a été marquée par divers appels d'offres pour des centrales solaires emportés pour des montants de l'ordre de 2 cents du kWh. Ces projets, situés en Arabie saoudite, au Mexique et au Chili, ne reflètent pas les prix pratiqués en Europe (4,67 cents pour les plus récents contrats, attribués en Allemagne en février 2018). Leurs promoteurs peuvent-ils vraiment livrer la marchandise, et dans quelles conditions? Quels sont les risques?

La première chose à noter, c'est que les sites retenus pour ces projets sont particulièrement avantageux. Ils offrent un excellent ensoleillement, des terrains à faible coût et une main-

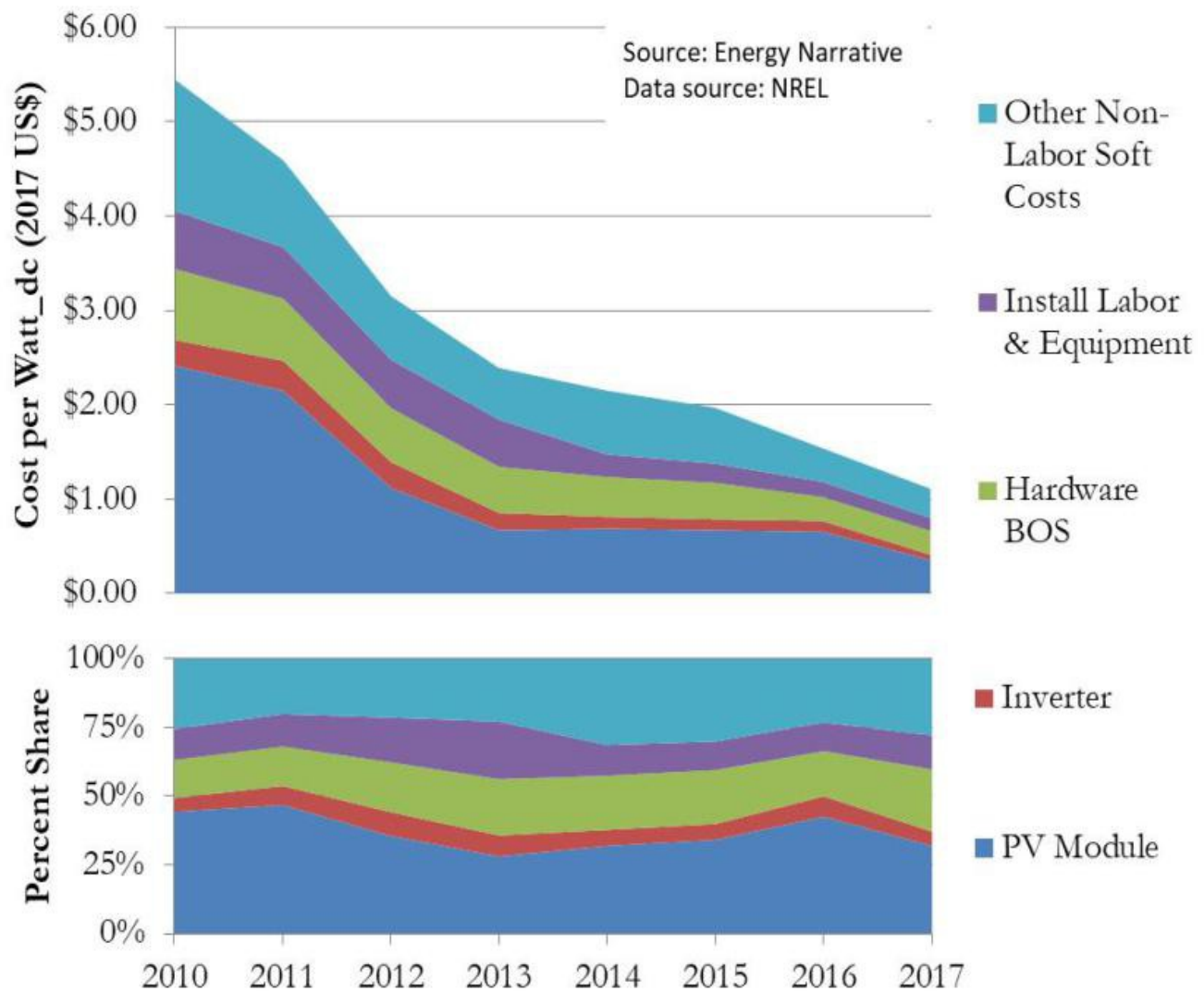
d'œuvre bon marché, ce qui contribue à abaisser le coût de revient. Ils ont aussi accès à des capitaux à faible taux, ce qui réduit les coûts de financement.

Mais il y a plus, selon Jeb Bailey, un spécialiste américain des politiques énergétiques. Ces appels d'offre à très bas prix ne reflètent pas l'état actuel de la technologie solaire, mais les attentes que l'on entretient face à ses coûts futurs. Le projet saoudien doit être livré en 2019, le mexicain en 2020 et le chilien en 2024. Les promoteurs parient en fait sur la baisse des coûts de la technologie photovoltaïque (PV) d'ici ces dates de livraison, ainsi que sur leur niveau de bénéfices.



Ce tableau très complexe montre les relations entre le coût de la technologie PV, le prix des contrats et le taux de retour (financier, pas énergétique) sur l'investissement. On peut l'interpréter pour dire qu'un projet de PV à 2 cents en 2020 serait à peine profitable, rapportant un maigre bénéfice de 3 % sur le capital en supposant que la durée du contrat est de 20 ans.

Sur cette base le contrat saoudien à 2,34 cents pour 2019 paraît destiné à ne pas faire ses frais et celui à moins de 2 cents au Mexique pour 2020 paraît pour le moins risqué. Par contre, le contrat à 2,148 cents au Chili en 2024 est un investissement fantastique, si la baisse du prix du PV continue à diminuer au rythme actuel.



Mais cette baisse soutenue des prix se maintiendra-t-elle? C'est toute la question. Les promoteurs saoudiens et mexicains misent de toute évidence sur une baisse *plus rapide* que la tendance des dix dernières années. Est-ce réaliste? Cet autre tableau montre la tendance des prix de 2010 à 2017 et la part de chaque composante des projets (main-d'œuvre, convertisseur, panneaux solaires...).

Certaines projections n'hésitent pas à prolonger cette tendance jusqu'en 2025. Mais c'est loin d'être certain, estime Bailey. Ces baisses de coût se fondent sur une maîtrise croissante de la technologie qui découle elle-même d'une croissance exponentielle de la capacité installée. Autrement dit, comme la capacité installée ne double plus à un rythme aussi rapide qu'aux débuts, l'apprentissage est plus lent et le rythme des réductions de coûts est appelé à ralentir lui aussi.

En somme, les contrats à 2 cents du kWh existent, mais leurs promoteurs prennent d'énormes risques et pour les deux prochaines années, les bénéficiaires seront minimaux dans le meilleur des cas. Or, comme je l'expliquais [dans un autre de mes billets](#), la compétition forcenée entre promoteurs et la faible rentabilité des projets constituent un réel frein au déploiement rapide des énergies renouvelables. Les contrats à 2 cents ne sont donc pas représentatifs de l'état

actuel de la technologie PV et ne constituent pas forcément non plus une si bonne nouvelle à long terme.

Sources :

- Jed Bailey, [Is 2¢ a kWh solar power real?](#)
- Jed Bailey, [Getting PV to 2¢ a kWh: Panel vs. balance of system costs](#)

Pétrole : les chiffres fous de Saudi Aramco

[Veronique Le Billon Le 13/04 2018 Les Echos.fr](#)



Au premier semestre l'an dernier, la compagnie nationale saoudienne a enregistré un résultat net de 33,8 milliards de dollars, selon Bloomberg. - Christopher

Profit, dividende, coûts de production : la prochaine introduction en Bourse de la compagnie nationale saoudienne permet de lever le voile sur ses performances. Le géant saoudien est le groupe le plus profitable de la planète.

Le 6 mars 1938, depuis ses 1.400 mètres de profondeur, le puits « Dammam numéro 7 » faisait jaillir les premiers barils de pétrole qui allaient faire la fortune de l'Arabie saoudite. Quarante-vingts ans plus tard, l'ambition de Riyad de mettre en bourse 5 % du capital de la compagnie nationale Saudi Aramco est l'occasion, pour la première fois, de mettre des chiffres sur l'héritage du « puits de la Prospérité ».

Alors que l'Etat saoudien valorise Saudi Aramco jusqu'à 2.000 milliards de dollars, c'est d'abord un profit record que mettent en lumière les données collectées par l'agence Bloomberg : 33,8 milliards de dollars de [résultat net](#) pour le premier semestre 2017.

Saudi Aramco est certes le premier producteur mondial de pétrole, avec quelque 10 millions de barils produits par jour (mb/j), mais sa performance dépasse de très loin celle des majors étrangères.

Ainsi, les profits cumulés de cinq grands du secteur (Exxon, Shell, Chevron, Total et BP) ont tutoyé les 26 milliards de dollars sur la même période l'an dernier, alors qu'ils produisent ensemble davantage (4 millions de barils par jour pour le seul Exxon l'an dernier).

Profitabilité record

Cette profitabilité record fluctue évidemment au gré des cours du pétrole : au premier semestre

2016, le résultat net se limitait à 7,2 milliards de dollars, fragilisant le budget du Royaume presque exclusivement dépendant de la manne pétrolière. Mais la rentabilité est aussi favorisée par des coûts de production structurellement bas, avec un pétrole facile à extraire, notamment à partir du gigantesque champ qui se situe sous les pieds de Saudi Aramco, dans le désert qui borde la côte est du royaume.

Ainsi, les coûts de production se sont limités à 7,9 milliards de dollars au premier semestre l'an dernier, note Bloomberg, qui évalue le coût de production à moins de 4 dollars le baril.

Aujourd'hui propriété exclusive de l'Etat saoudien, Saudi Aramco lui a, selon Bloomberg, versé 13 milliards de dollars de dividendes au premier semestre l'an dernier. Mais l'entreprise s'est aussi auparavant acquittée d'un taux d'imposition sur les revenus et de royalties, selon un barème progressif. Leur assiette a été récemment élargie au-delà des seules exportations, afin de limiter les subventions coûteuses aux carburants et à la production d'électricité.

Saudi Aramco s'est engagé depuis plusieurs années dans un programme d'investissement, notamment pour se développer à l'aval dans le raffinage et la pétrochimie. [« La diversification ajoute de la valeur à chaque baril de brut que nous produisons »](#), expliquait, de passage à Paris la semaine dernière, le [PDG](#) de l'entreprise Amin Nasser aux « Echos ».

Saudi Aramco, qui vient ainsi d'annoncer la construction (en partenariat) d'une immense raffinerie en Inde, a investi près de 15 milliards de dollars au premier semestre l'an dernier, davantage que nombre de majors étrangères.

Réchauffement climatique et solutions

Bertrand Ricque 19 septembre 2017

Il me semble que les demandes de "solutions" devant les dangers apportés par le changement climatique, ainsi que les reproches de pessimismes ou de fatalisme soient de retour...

Je me permets donc de faire un petit point sur la chose...

Je reproduit ci-dessous une partie d'un texte de Jean Marc Jancovici qui a exprimé clairement ceci :

"il faut plusieurs milliers d'années, je dis bien plusieurs milliers d'années, pour que l'excès de CO2 qu'on déjà mis dans l'air s'épure.

Ni vous ni vos enfants, ni vos arrières petits enfants ne reverront le climat d'avant 1900, jamais. Et l'inertie du système fait que même si on arrêta d'émettre demain matin, les conséquences vont continuer à s'AMPLIFIER pendant quelques décennies à quelques siècles, voire même quelques milliers d'années pour l'élévation du niveau de l'eau."

Dans ce registre, quelle "solution" pourrions nous envisager, dont les effets soient visibles pour nous ou la génération suivante ? aucune.

CESSER d'émettre, vision théorique bien sur, cela revient à ANNIHILER tout ce qui fait notre mode de vie quotidien et domestique, et tout ce qui constitue nos structures sociales, santé et sécurité notamment.

Diviser par 4 nos émissions, choix plus accessible et qui ne serait déjà pas si mal, reviendrait à quelque chose de plus tempéré dans cet esprit, mais modifierait considérablement notre vie,

SANS AVOIR JAMAIS AUCUN RETOUR DE CES MESURES.

Dans ce registre les "solutions" existent et elles sont connues.

Au plan domestique : prendre ses factures d'énergie (gaz, électricité essence) et les diviser par 4. Et voir ce que ça donne. Manger moins de viande ou plus du tout. Acheter beaucoup moins de tout, vêtements, électronique, ameublement...

Au plan social : prendre par exemple les émissions des hôpitaux et les diviser par 4, ce qui revient peu ou prou à diminuer drastiquement les surfaces de ces hôpitaux (70 millions de m² actuellement). Ça va bouchonner aux urgences, et il va falloir faire des choix entre les pathologies.

Au plan industriel : diminuer là aussi drastiquement la production de ciment et d'acier, de ressources minières, soit moins de béton, de voitures, de trains, d'accessoires domestiques...

Le tout ayant pour conséquences la disparition de centaines de millions d'emplois et une déstabilisation sociale majeure.

C'est pourquoi il n'y a pas de réponse à la demande de "solution" et que faire ce constat n'est pas être pessimiste ni fataliste, c'est connaître un peu le problème dans ces composantes réelles. En nous souhaitant à tous bonne chance.

Energie et petits pois

Bertrand Ricque 5 décembre 2016

Un aspect de la transition énergétique qui est rarement développé est celui du rendement énergétique : ça se comprend car cela ne se présente pas bien du tout, mais alors pas du tout du tout.

Comme ce n'est pas évident à expliquer avec des termes d'ingénieur, j'ai développé une analogie potagère.

Quand on plante des petits pois, on sème des graines. Chaque graine fait pousser un pied qui produit plusieurs cosses qui contiennent plusieurs graines. On comprend facilement que si le pied produit moins que l'on a semé, ça ne va pas durer longtemps.

Pour que mon potager fonctionne, il faut donc qu'il produise les graines pour ressemer l'année suivante, les graines pour me nourrir, pour nourrir mes enfants, celles que je dois vendre pour acheter des médicaments, etc... Mon niveau de vie détermine le nombre de graines que chaque pied doit produire. J'ai donc besoin d'un ratio minimum de graines récoltées par graine semée. Si je veux augmenter mon potager, j'aurai besoin d'augmenter ce ratio, car il me faudra plus d'outils, plus d'arrosage, etc...

Avec l'énergie c'est pareil. On estime que pour fonctionner, nos sociétés industrialisées ont besoin d'un ratio entre 12 et 14 unités d'énergie produite pour 1 investie. Au début du 20ème siècle, le pétrole fournissait 100 pour 1. On est maintenant proche de 35 et en chute libre. Le solaire photovoltaïque fournit 4 sans stockage et 2 avec, l'éolien 16 sans stockage et 4 avec, le solaire thermique 19 sans stockage et 9 avec, le gaz 28, le charbon 30, l'hydro-électrique autour

de 40. Le nucléaire de fission entre 10 et 75 en fonction des sources. Donc pour atteindre un ratio 12 à 14, on voit que ce n'est pas gagné.

Ceci pour dire que ceux qui misent sur le photovoltaïque et l'éolien vont soit s'apercevoir qu'ils manquent de petits pois, soit devoir apprendre à se serrer la ceinture et se contenter de ce qu'ils récolteront. De mon point de vue, c'est ce dernier choix qui va s'imposer à tous. Et, indépendamment de toute question d'inégalités sociales, je doute fort que cela permette d'éduquer et de soigner comme aujourd'hui, pour ne parler que du plus important.

Contrepartie

Les politiques présentent peu les contreparties de la transition énergétique, et pour cause. Le scénario le plus extrême, Negawatt, est basé sur les contreparties suivantes :

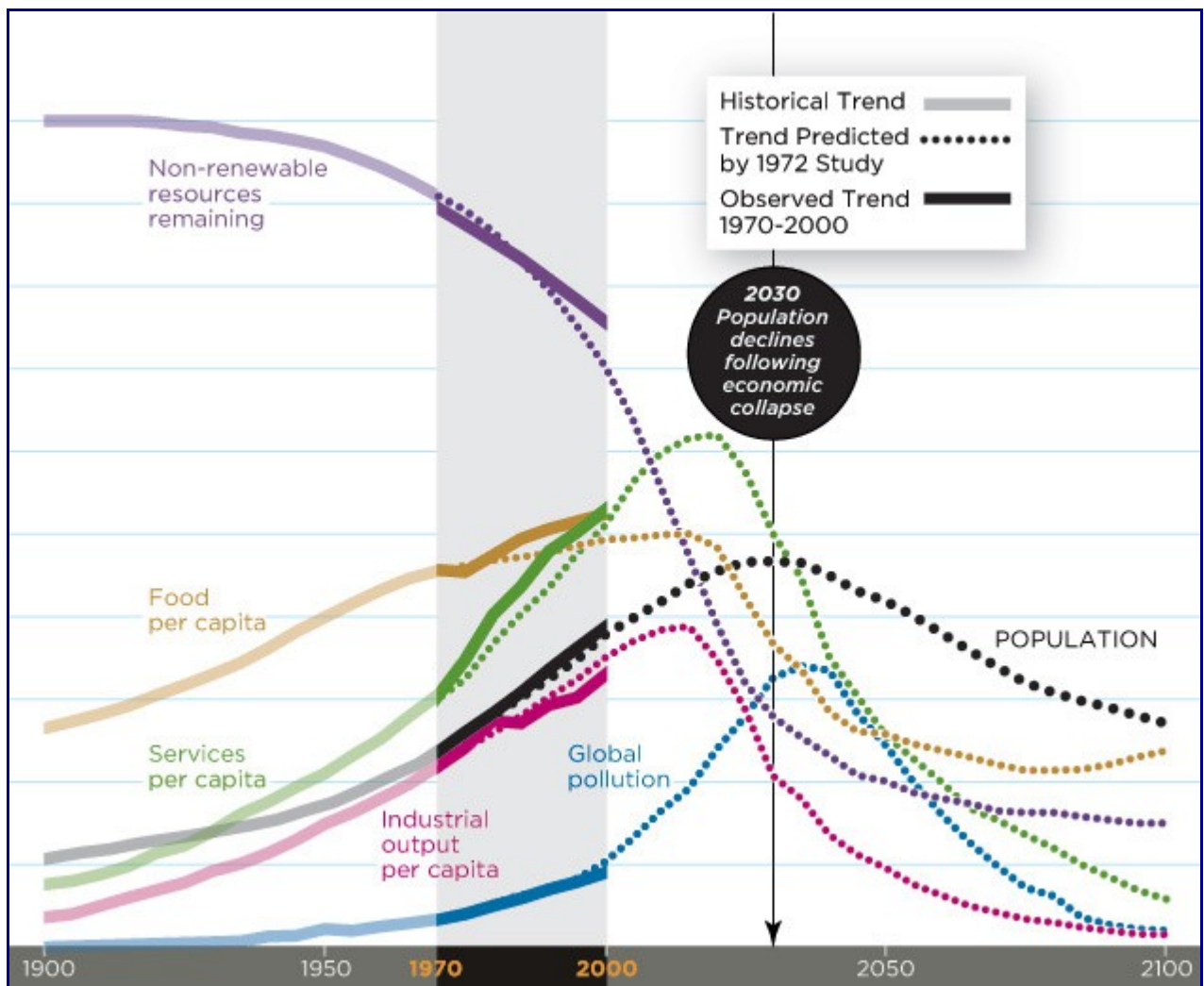
Baisse de 70 % de la consommation de vêtements, de 50 % des produits de ménage, de 50 % des cosmétiques et produits de toilettes, de 50% de la consommation de viande, de 50 % des sèche-linges, lave-vaisselles, congélateurs, équipements audio-visuels, de 50 % de la taille des réfrigérateurs, utilisation de lave-linge collectifs, baisse de la température de confort des logements, de la taille des logements qui devraient pourtant être collectifs, hausse du nombre d'habitants par foyer, disparition du véhicule tel que nous le connaissons aujourd'hui, réduction du tourisme longue-distance et des voyages en avion, baisse des hébergements en hôtels.

Il me semble que la proportion de personnes souhaitant, volontairement cela, doit être inférieure au score électoral d'EELV. Les scénarios intermédiaires ont des contreparties peu ou prou proportionnelles. Le reste, c'est du vent. Avec quelques corollaires :

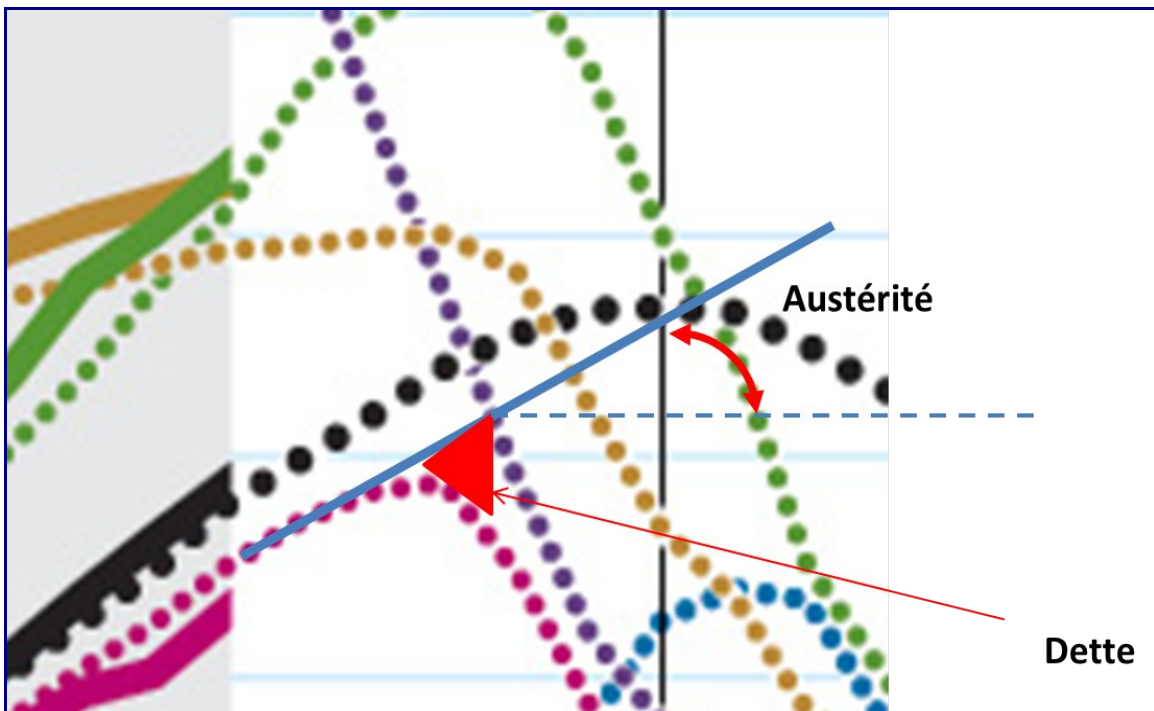
- Qu'on le souhaite ou non, c'est ce qui va arriver.
- C'est évidemment contradictoire avec toute idée de croissance.
- Les (très) riches pourront toujours se le payer, comme dans les années 60, avec toutes les tensions sociales que cela induira.

Austérité ?

Si l'on part du principe que les éléments de prospective du Club de Rome sont exacts on doit s'attendre à une décroissance du PIB avant que la population ne commence elle aussi à décroître (sous le coup de la faim, de la diminution des services, notamment de santé, et donc de l'espérance de vie - déjà observée en Russie). Ceci est illustré par les courbes ci-dessous :



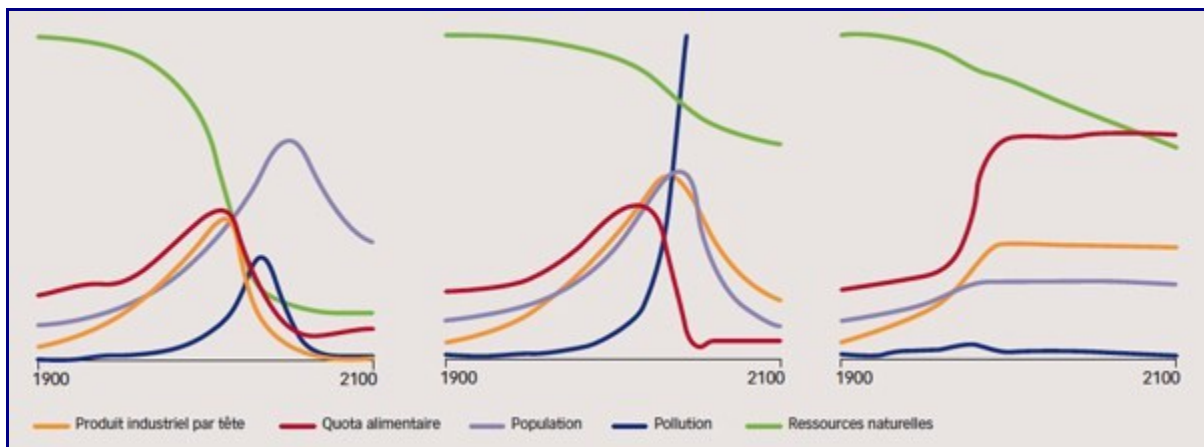
Notre niveau de vie (pas que les vacances, mais les systèmes supportant la société, santé, éducation, défense, etc...) est calé depuis les années soixante sur une croissance permanente du PIB. La réduction continue de la croissance du PIB par habitant a dû être compensée par de l'emprunt pour soutenir le niveau de vie. Maintenant que l'on ne peut/veut plus continuer d'emprunter, l'écart entre ce que l'on voudrait dépenser pour faire "comme avant" et ce que l'on pourrait faire (au mieux, pas plus), s'appelle des non-dépenses, et comme la population augmente, une baisse des dépenses par habitant. D'aucuns appellent cela l'austérité...



Si l'on revient aux scénarios du Club de Rome plus récents que ceux de 1972, on peut voir que soit on ne fait rien, et on se casse brutalement la figure, soit on s'organise et on se stabilise à un niveau de vie plus bas que celui d'aujourd'hui, évalué avec les critères d'aujourd'hui.

Evidemment tout le challenge consiste à rendre le mode de vie associé à ce niveau de vie plus bas au moins aussi agréable que celui d'aujourd'hui. Et pour y arriver, il faut commencer par l'expliquer à ceux qui ont le plus à perdre (au moins en apparence, et tel qu'ils le perçoivent), c'est à dire les couches les moins favorisées. Il n'y a pas l'ombre d'un homme politique qui a commencé ce chantier.

Donc oui, c'était mieux avant, et ce n'est pas la faute des immigrés ni de l'Europe, c'est notre faute. La seule chose que l'on peut reprocher aux politiques, c'est de ne pas l'expliquer pour pouvoir entamer la transition. Mais, nous, leur laissons nous le choix ?



Avenir décroissant

Le désespoir ambiant me semble être basé sur une double erreur. La première est de croire que

demain devrait, et donc pourrait, être plus riche qu'hier. Les hommes politiques sont sanctionnés parce qu'ils ne réalisent pas une politique faisant "revenir" la croissance. La seconde est de croire que la résorption des inégalités sociales pourrait résoudre les problèmes actuels.

La première erreur est du premier ordre et la seconde est du second ordre. Ceci mathématiquement évidemment, pas moralement.

Les richesses sont produites par la consommation et la transformation de ressources à l'aide d'énergie. Toutes les richesses produites par les services ne sont que des sous-produits de celles produites par la transformation des ressources, ou sont purement virtuelles tant qu'elles ne sont pas converties en objets ayant une valeur d'usage. Les ressources baissent, la richesse baisse. La population augmente, la richesse par personne baisse d'autant plus.

Résorber les inégalités n'y changerait rien, dès le lendemain, tous les revenus égaux commenceraient inéluctablement à baisser. Ceci dit, ce n'est pas une raison pour ne pas s'y attaquer.

Donc ceux qui font croire aux électeurs que la croissance pourrait revenir, qu'elle pourrait être autre (verte par exemple), sont des criminels qui poussent ceux qui les écoutent à la déception et à vouloir se révolter ... pour rien.

Et ce qui me révolte, c'est que ce déni du constat empêche de réfléchir l'avenir autrement : maintenir plutôt que fabriquer, se concentrer sur les infrastructures, envisager la vie avec des revenus qui baissent (en heures de travail pour obtenir certaines choses) mais avec moins de frustrations.

Ceci pouvant mener à l'interrogation suivante : les ressources étant finies et la croissance passant (étant passée ?) par un maximum, le progrès social (dont la réduction des inégalités n'est qu'une composante de second ordre - mathématique) peut-il être éternel ou passe-t-il (est-il passé ?) par un maximum.

Si c'est le cas, il ne nous reste plus qu'à réduire les inégalités et apprendre à nous contenter de ce qui reste. Sachant que nous avons plusieurs trains d'avance sur la majeure partie de l'humanité... La question ne tarderait pas ensuite (déjà?) à se poser alors entre nous et les autres. En effet, si l'on réduit le progrès social à plus de santé, plus d'éducation et moins de travail (ou plus de richesse pour autant de travail, ce qui revient au même), comme on l'entend dans les manifestations, l'équation n'est pas soluble sans transformer plus de ressources.

On dirait bien que le club de Rome avait vu juste. Ça risque d'être chaud pour nos enfants et l'industrie de défense devrait continuer à rester stratégique...



Jean-Marc Jancovici

17 avril, 16:55 · 🌐



Cyril Dion : « il faudrait être complètement demeuré pour être optimiste sur l'avenir » vidéo 1'18"

Dans les années 70 déjà, Dennis Meadows, dans son rapport au Club de Rome prévoyait un effondrement de notre mode de consommation et de notre société pour les années 2030.

Qu'en est-il aujourd'hui et à quoi devons-nous nous attendre dans un futur proche ?

Comment vivre, au quotidien, avec ces informations et constats catastrophiques ?

Découvrez le web série NEXT sur www.NEXT-LaSerie.fr

(publié par J-Pierre Dieterlen)



Cyril Dion « il faudrait être complètement demeuré pour être optimiste sur l'avenir »

LIEN TIPEEE : <https://www.tipeee.com/next-web-serie> EMAIL...

YOUTUBE.COM

LE GRAND DECHIREMENT...

18 Avril 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

On peut dire que "Le Monde", prévoyant que "la fin du pétrole n'est pas pour demain " est... aux abonnés absents, vis-à-vis de la réalité...

Ses ex-lecteurs, eux aussi, s'en servent comme torche-cul, et encore, de piètre qualité. C'est le moins qu'on puisse dire.

Faut il y voir une réponse ? Ailleurs, à la même date, [ils parlent de collapsus](#). Moi, mon impression, après le discours du p'tit marquis de belgueule à Bruxelles, c'est le simulacre.

Les résultats qui feront juger la présidence ? Très négatifs, jusqu'à maintenant, et catastrophiques en fin de mandat, parce qu'il y aura, au minimum, retournement de tendance, qui peut lui-même, déclencher la crise finale.

On est, de la part des dirigeants occidentaux, dans [l'ère du simulacre](#). Leur seul but ? Leurrer un peu plus longtemps, sans fin, ni but.

[Côté américain](#), militaire, on reconnaît la validité des propos de Poutine sur les armes hypersoniques. Avec le sous entendu qu'il faudrait en tenir compte et d'éviter de vouloir arracher quelques poils à l'ours russe, sous peine de se ramasser un coup de patte. Et qu'eux mêmes étaient complètement dépassés, pour longtemps.

Sapir parle "[d'inconsistance gouvernementale](#)", et Macron se veut l'égal de Poutine.

La grenouille qui veut se faire aussi grosse que le boeuf... Et il y a une petite différence. Macron passera pour le Elstine Français, celui qui a tout vendu. Poutine, lui, a protégé son pays et son peuple, Macron veut l'écraser.

La question, donc, se pose : un verre ça va, ou trois verres, bonjour les dégâts ? Il [était bourré](#) comme un cochon ???

De toutes façons, tout sera réglé pour lui, en fin de mandat, par le retournement de conjoncture. Comme tout mieux relatif avantage le gouvernement, crédité de ce qui arrive, même s'il n'y est pour rien...

[Visiblement](#), à sciences po, c'est en train de devenir le repoussoir.

On peut lui donner une petite image, [celle de l'Alberta](#), hier état dynamique "parce que" libéral à tous crins... Enfin, tant qu'il y avait du pétrole. Maintenant, il faut nettoyer, c'est contribuable qui paie... Et qui paie même pour les éoliennes...

C'est même une symbolique. Quand la catastrophe est arrivé, il ne reste plus qu'à gérer les dégâts, comme il ne restera plus qu'à gérer les dégâts de Macron. Il est crédité d'autorité ? On se fout de lui à Bruxelles, Damas, Moscou, Washington DC, NDDL et Toulouse.

DEROUE FINANCIERE...

19 Avril 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

[La banque de France](#), détiendrait 20 % de la dite dette française, qui pour certains se portent bien parce que des princes enturbannés l'achètent, avec, pour contrepartie, l'immigration. Peu probable, parce que les princes arabes, en ce moment, ils vident leur gousset, même s'ils sont loin d'en voir le fond.

De là à renforcer leurs avoirs, il y a un grand pas.

[Les agences bancaires](#) françaises, vont faire plaisir à Pierre Jovanovic. Elles doivent fermer dans les grandes largeurs. L'avantage, quand les banquiers vous auront piqué vot'pognon, c'est que vous n'aurez rien à brûler.

Dans un climat social qui devient de plus en plus explosif, des marcheurs qui deviennent de plus en plus arrogant et stupides, on a la voie de l'explosion.

La stupidité se retrouve aussi, maintes et maintes fois, dans les niouzes énergétiques. Il parait que la Russie va basculer dans "[une nouvelle servitude](#)", vis-à-vis de la Chine qui "n'a pas besoin de son gaz". Intéressant. Et le concept de baisse de production chinoise de charbon, ils connaissent ? Parce que le charbon chinois, sauf erreur de ma part, il a été tellement consommé pendant la période 2000-2018, que les réserves sont plus qu'entamées...

Et comme je l'avais déjà dit pour BHL qui disait que les russes n'allaient plus avoir d'euros, si l'Europe n'achetait plus de gaz russe (concept intéressant aussi), celui qui tient le plus longtemps, c'est le mec qui n'a plus d'euros ou de gaz ??? Ou plutôt plus de Yuan ou de gaz ???

Bien entendu, il échappe totalement que sans les gazoducs de l'époque soviétique, l'Europe

occidentale se serait effondrée économiquement parlant...

Curieux pour des gens qui se gargarisent de "réalisme économique".

En vérité, à l'heure actuel, je ressasse ce qu'on nous disait dans les années 1970 : "l'économie est l'art du choix, et tout choix est politique".

La sphère financière, dépasse trop largement la sphère de l'économie réelle, et devra s'aligner sur celle-ci, et la stupidité intrinsèque de la loi de 1973 est éclatante.

Mais dans l'ordre des bas de plafonds, n'ayant pas la lumière à tous les étages, rien n'égale la cour des comptes, qui s'alarme du coût des [énergies renouvelables](#).

Elle a pas vu le coût des énergies fossiles ? Et leur épuisement ?

Elle n'a rien compris, non plus, à la société dans laquelle ils vivent. Quand l'empilement des sources énergétiques et leur croissance s'arrêtera, la société va se simplifier, et s'effondrer..

Les possibilités de séquestration du carbone dans les sols agricoles seraient surévaluées

Philippe Gauthier 18 avril 2018

L'augmentation de la teneur en carbone des sols agricoles et forestiers a souvent été avancée comme moyen de lutter contre les changements climatiques. L'initiative française « 4 pour 1000 » cherche même à réunir tous les acteurs du secteur agricole autour d'un objectif d'augmentation de 0,4 % par année pendant 20 ans du carbone du sol. Une récente étude britannique vient toutefois apporter un sérieux bémol : les pratiques recommandées, bien qu'efficaces et louables pour les sols, comportent de sérieuses limites pratiques limitant leur effet sur le climat.

L'étude a été menée dans le sud de l'Angleterre en compilant les données relatives à plusieurs parcelles expérimentales, dont plusieurs font l'objet d'essais depuis le milieu du XIXe siècle. Les données sont donc abondantes et accumulées sur le long terme, mais les différences de types de sol et l'évolution des pratiques de fertilisation au fil des ans ont compliqué le travail de comparaison. De plus, la teneur en carbone du sol n'a été évaluée que sur les 23 premiers centimètres, contrairement aux 40 cm suggérés par l'initiative 4 pour 1000. Les chercheurs ont estimé qu'une amélioration de 0,7 % par année sur 23 cm équivalait donc à 0,4 % sur 40 cm.

Les données d'ensemble confirment ce que l'on savait déjà : l'accumulation de carbone se fait plus rapidement dans des sols pauvres et tend ensuite à plafonner à une valeur de 75 à 80 tonnes par hectare après plusieurs décennies. Mais les chercheurs soulignent que même une augmentation modeste de la valeur en carbone du sol présente d'importants bénéfices en termes d'activité biologique, de stabilité du sol et de rétention d'eau, ce qui fait que le jeu en vaut la chandelle.

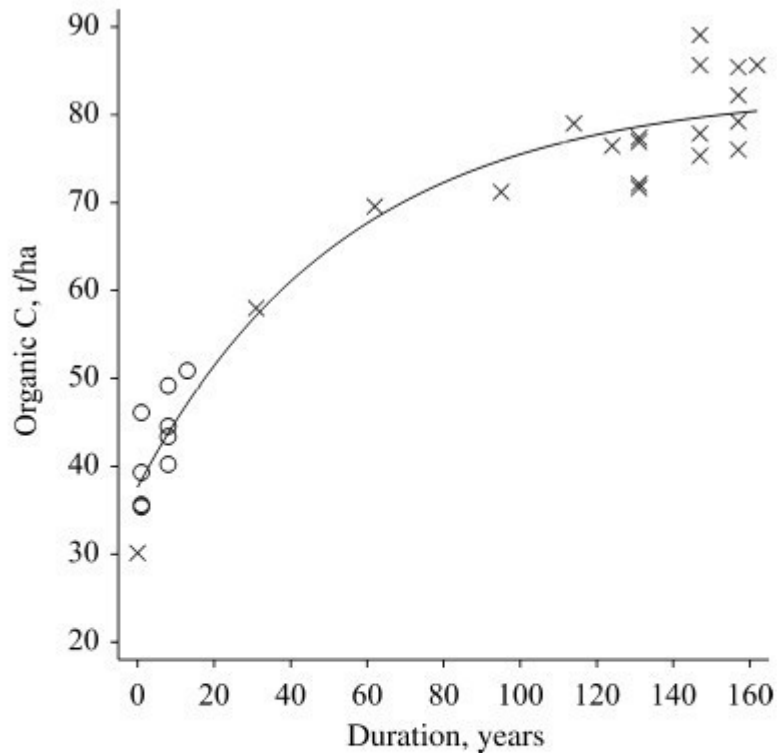


FIGURE 1 Accumulation of soil organic carbon (SOC), t/ha, resulting from an annual application of farmyard manure (FYM), 35 t/ha in the Hoosfield Barley Experiment, Rothamsted. The amount of SOC has been corrected for the change in soil bulk density at the end of each sampling period and an exponential curve fitted. FYM since 1852, (x); FYM since 2001, (o). The start of each treatment is considered as year zero

Augmentation sur 160 ans de la teneur en carbone (en tonnes par hectare) de sols fertilisés au fumier d'étable.

Méthodes de fixation du carbone mises à l'essai

Fin des cultures arables. L'une des méthodes les plus efficaces de stockage du carbone a été de laisser la forêt repousser sur les terres épuisées. La teneur en carbone du sol a doublé ou triplé en 100 ans, sans compter le carbone séquestré dans le tronc des arbres. La conversion de terres arables en prairies permanentes a permis d'augmenter la teneur en carbone de divers lots de 55 % en 58 ans.

Application de fumier d'étable. L'application annuelle de 35 tonnes de fumier par hectare a permis d'améliorer la teneur en carbone du sol de 0,8 à 1,4 % par année sur des périodes allant de 20 à 70 ans. Ceci dépasse largement les objectifs de « 4 pour 1000 », mais les chercheurs soulignent que peu d'agriculteurs disposent d'autant de fumier et qu'une application aussi soutenue expose les sols à la pollution par les nitrates et le phosphore.

Les chercheurs observent qu'un système agricole mixte, combinant des élevages sur herbe et

des cultures arables sur un même terroir, maximiserait à la fois la production de fumier et son impact sur les sols en orientant la ressource vers les champs en ayant le plus besoin. Ces pratiques, communes dans le nord de l'Europe jusqu'au milieu du XXe siècle, se heurtent toutefois à la réalité des marchés agricoles qui favorisent la spécialisation par rapport à l'amélioration des sols que favorise la mixité élevage/cultures.

L'ajout de paille a eu un effet variable, mais généralement positif sur les parcelles, quel que soit le type de sol. Les gains sont toutefois moins importants qu'avec le fumier. De plus, les gains potentiels pour la lutte aux changements climatiques paraissent limités, puisque la ressource est déjà très utilisée. Dans plusieurs régions, la paille des céréales est déjà réincorporée au sol (près de 50 % en Angleterre) et le reste sert souvent de litière pour les animaux, ce qui en fait l'une des composantes du fumier d'étable.

Le passage d'une culture arable continue à une culture faisant place à des **pâtures temporaires** (de 3 à 8 ans) permet aussi d'atteindre les objectifs de 4 pour 1000. En fait, ce rythme d'amélioration peut être soutenu pendant des décennies. Mais ici encore, la rentabilité n'est pas au rendez-vous, ce qui limite l'intérêt de son adoption par les agriculteurs.

Obstacles pratiques

En somme, les pratiques évaluées sont toutes efficaces (à des degrés divers) pour fixer le carbone dans le sol. Mais elles sont souvent déjà utilisées près de leurs limites, ce qui limite les gains possibles pour le climat, ou se heurtent souvent à des problèmes pratiques qui freinent leur adoption, dont :

- des ressources insuffisantes, comme le manque de fumier causé par l'absence d'animaux, ou le manque de résidus agricoles, comme la paille
- l'impact sur la sécurité alimentaire de pratiques comme la conversion en forêts ou en pâturages
- l'impact sur les revenus des agriculteurs, qui peut toutefois être atténué par de meilleures politiques ou programmes de subventions.

Au final, les deux tiers des 114 traitements fertilisants éprouvés à long terme répondent aux exigences du programme « 4 pour 1000 », ce qui paraît encourageant. Mais les chercheurs estiment que les obstacles pratiques évoqués plus haut ne permettront pas de traduire les gains pour les sols en gains pour le carbone atmosphérique. « Promouvoir l'initiative 4 pour 1000 comme un apport important à la lutte contre les changements climatiques n'est pas réaliste, écrivent-ils. Bien entendu, tout apport à cette lutte est bénéfique (...) mais [il] sera d'une ampleur bien inférieure à ce qu'affirment ou sous-entendent les promoteurs de l'initiative. »

Sources :

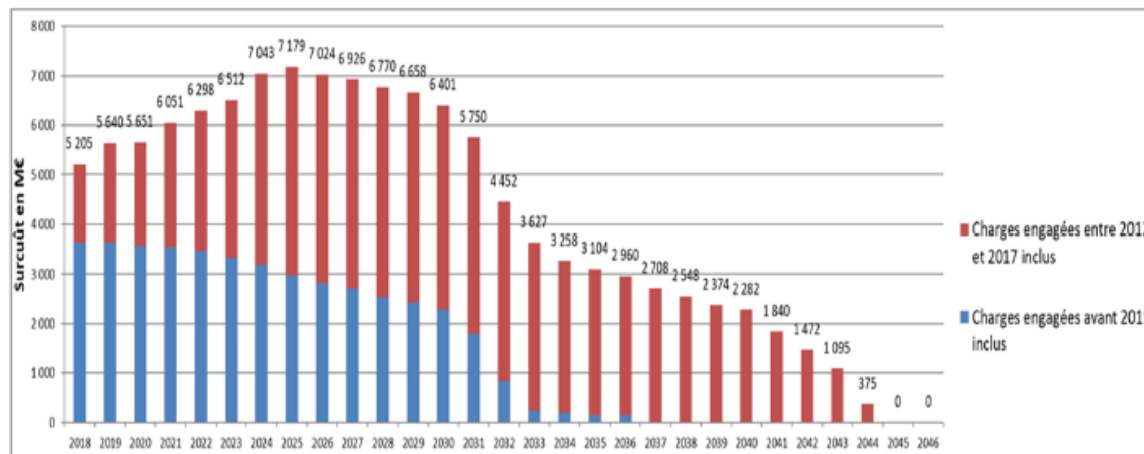
- [Major limitations to achieving “4 per 1000” increases in soil organic carbon stock in temperate regions: Evidence from long-term experiments at Rothamsted Research, United Kingdom](#)
- [Initiative 4 pour 1000](#)

La Cour des comptes alerte sur le coût des EnR

Sylvestre Huet 19 avril 2018

Voulez vous frémir ? Devant une somme d'argent faramineuse. D'argent public. Dont la finalité est fortement controversée ? En voici une, piochée dans le dernier rapport de la Cour des comptes. Un rapport sur [«le soutien aux énergies renouvelables»](#). Ce chiffre ? **121 milliards d'euros**. Il est inéluctable. Il représente en effet uniquement le montant du soutien public auquel s'est engagé l'Etat par les contrats signés avant 2017 au bénéfice des producteurs d'électricité d'origine éolienne et photovoltaïque (plus un chouïa de biométhane).

Graphique n° 9 : prévision d'évolution des dépenses à venir au titre des engagements pris jusqu'à fin 2017 (soutien aux EnR électriques, et au biométhane injecté)



Source : CRR103

Les dépenses publiques inéluctables de soutien aux EnR dues aux contrats signés avant 2017 : 121 milliards d'euros (valeur 2018).

Ces 121 milliards seront distribués à un rythme annuel qui va passer par un pic à 7,179 milliards en 2025. Ils proviennent, selon les magistrats de la Cour des comptes dont le vocabulaire est fort poli, de *«mécanismes de soutien dont les conséquences financières ont été mal appréciées»*. Une autre de leurs formules en réalité assassines : *«Des charges importantes, durables et mal évaluées»*. C'est un titre de chapitre, en gros caractères et en gras, histoire de bien enfoncer le clou.

Un éclair de lucidité

Dans un éclair de lucidité, la Cour y appelle à *«asseoir la politique énergétique sur des arbitrages rationnels fondés sur la prise en compte du coût complet des différentes technologies»*. Il est certain que ne pas se ficher complètement du coût des différents moyens de production d'énergie, en particulier pour l'électricité puisque c'est l'essentiel du rapport, semble une idée raisonnable.

Partie avec cette idée pour le moins respectable, la Cour des comptes fait d'incroyables découvertes dans notre politique énergétique dont l'un des paramètres clés est officiellement la volonté de maîtriser les émissions de gaz à effet de serre afin de ne pas trop bousculer le climat.

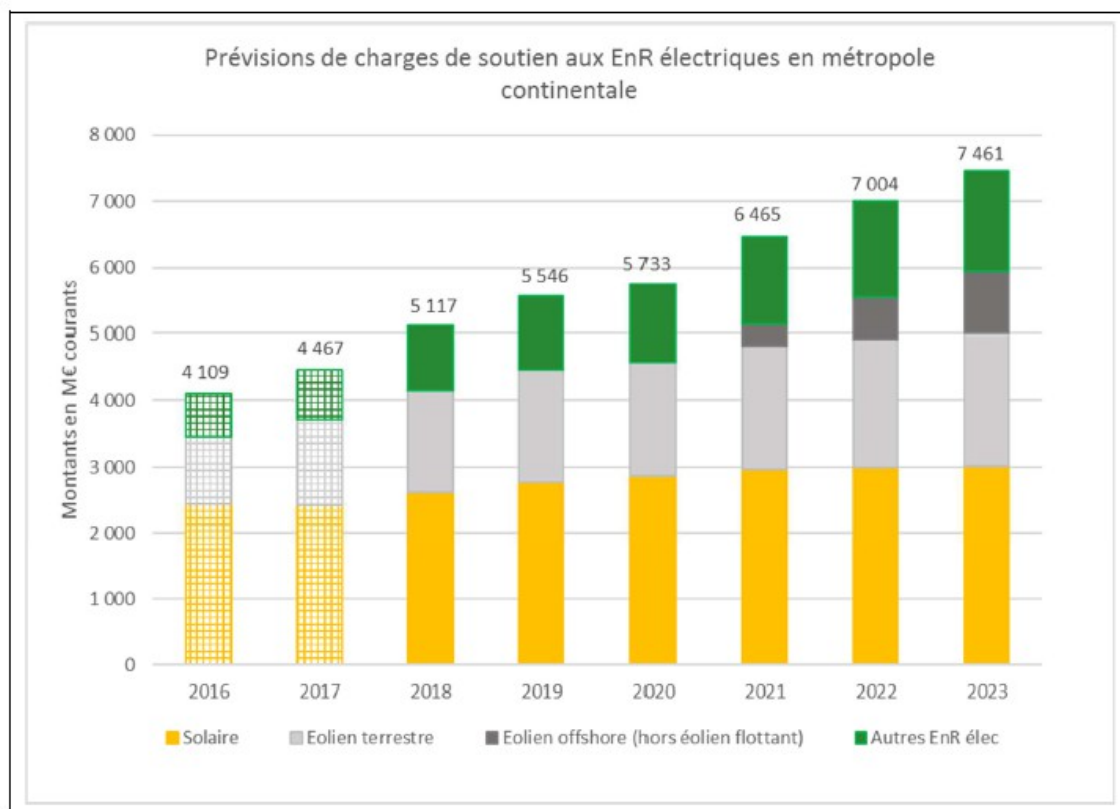
Parmi ces découvertes, le coût faramineux du soutien à l'électricité photovoltaïque, pour un résultat minable. Ainsi les seuls contrats signés avant 2010 pèseront, au total lorsqu'ils seront arrivés à terme, pas moins de *«38,4 milliards d'euros pour les finances publiques»*, pour... 0,7% de la production d'électricité (1), note la Cour. Ces contrats représenteront encore 2 milliards par an en 2030 et représentent une subvention de 480 € par MWh.

L'éolien est un peu moins dispendieux. Mais les chiffres sont, là aussi, cruels. Des contrats de l'éolien vont coûter «40,7 milliards d'euros en 20 ans» pour... «2% de la production française», précise le rapport. Récemment, les appels d'offres pour l'éolien offshore flottant de 2015 pourraient se traduire par un coût de 1,7 milliards pour moins de 100 MW de puissance installée, et 390 gWh par an, soit... 0,07% de la production nationale, notent les magistrats.

Climatologiquement dérisoire

Ces dépenses publiques massives, pour l'essentiel prélevées sur les consommateurs via la facture d'électricité sous la forme de la [CSPE](#) auraient pu avoir deux objectifs raisonnables et justifiés. D'une part agir pour maîtriser les émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre de l'action pour diminuer la menace du changement climatique. Et d'autre part contribuer à nourrir des filières industrielles générant de l'emploi sur le territoire national.

Graphique n° 11 : évolutions des charges de service public de l'énergie pour le soutien aux EnR électriques en métropole continentale



*N.B. : Les données 2016 et 2017 sont estimées, à partir de 2018 il s'agit de prévisions.
Source : Cour des comptes d'après CRE*

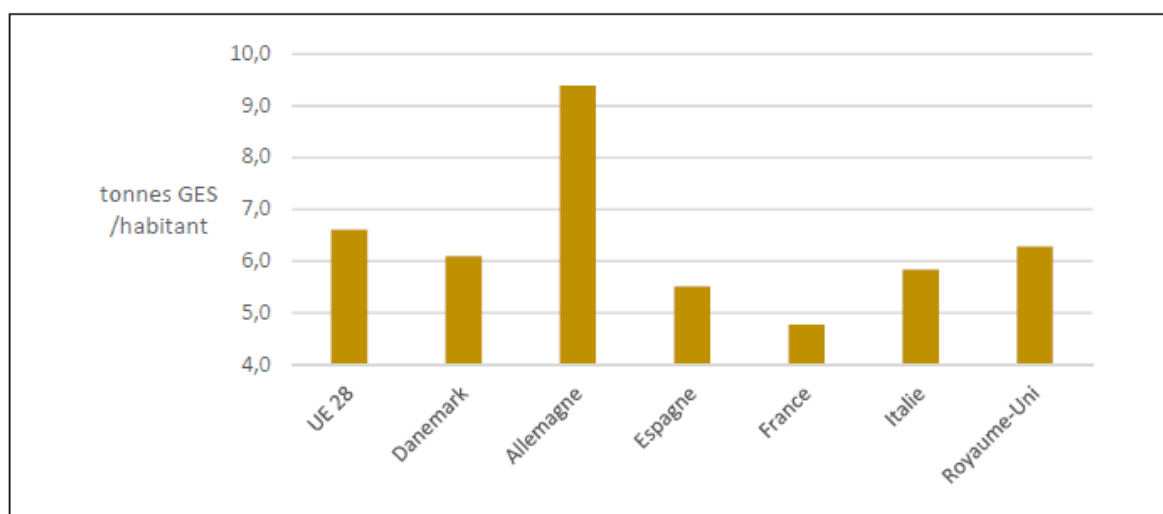
Le soutien public aux EnR électriques via la CSPE va pour l'essentiel au solaire et à l'éolien.

L'ennui, c'est que le rapport de la Cour confirme sur le premier point [l'analyse d'un post du blog intitulé « Politique climatique : erreur française et fraude des mots »](#). En résumé : le résultat est climatologiquement parlant dérisoire par erreur sur la cible de l'action, visant l'électricité au lieu de viser les secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre, comme le chauffage ou les transports routiers. Or, comme le système électrique français, dont le socle est constitué du nucléaire et de l'hydro-électricité, est déjà décarboné à près de 95%, il ne peut constituer une cible efficace pour l'action climatique. On peut donc lire, page 22 du rapport :

«Ainsi, compte tenu de son profil énergétique peu carboné, si la France avait voulu faire de sa politique en faveur des EnR un levier de lutte contre le réchauffement climatique, elle aurait dû concentrer prioritairement ses efforts sur le secteur des EnR thermiques qui se substituent principalement à des énergies fossiles émissives de CO2. De ce fait, la place consacrée aux énergies renouvelables électriques dans la stratégie française répond à un autre objectif de politique énergétique, consistant à substituer les énergies renouvelables à l'énergie de source nucléaire.»

Pourtant, la Cour s'y prend de manière bizarre. Afin de poser son raisonnement, le rapport commence par rappeler la base du problème reliant production d'électricité et émissions de gaz à effet de serre avec un graphique qu'elle pense éloquent :

Graphique n° 2 : émissions de gaz à effet de serre imputables à la consommation d'énergie (2015)

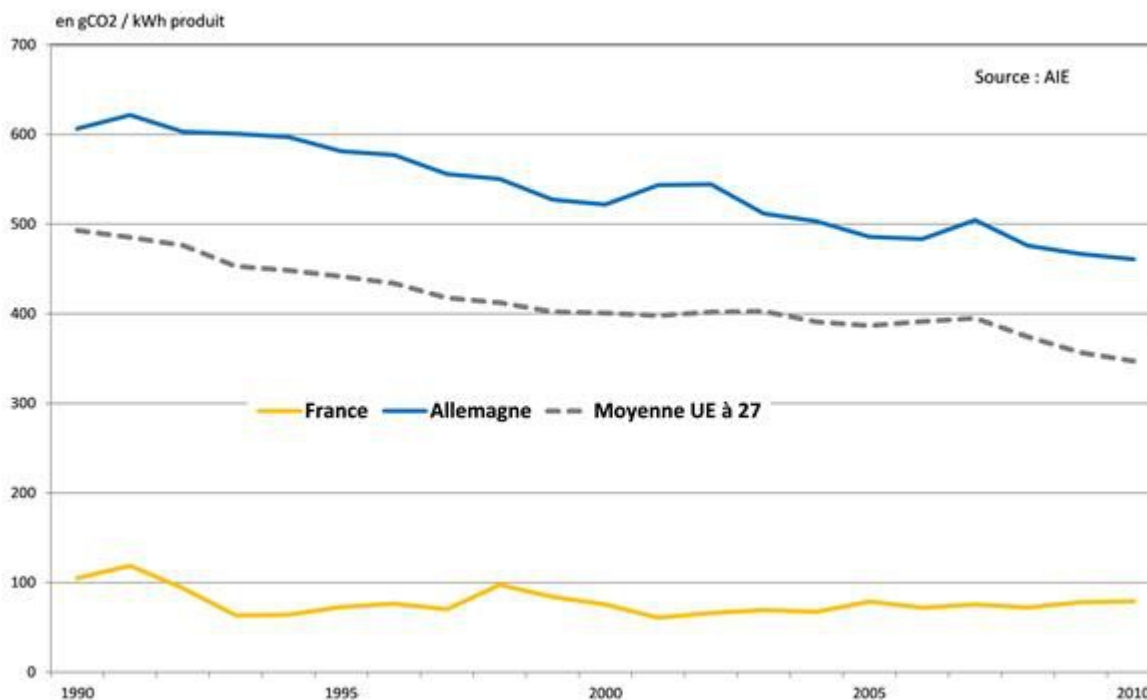


Source : Eurostat – graphique Cour des comptes

Selon la Cour des comptes, les émissions de GES par habitant liées à la consommation d'énergie en 2015. L'image du graphique trompe le lecteur par un axe des ordonnées déplacé du zéro et se trompe de sujet en ne se concentrant pas sur l'électricité.

Déjà, le journaliste dit aux magistrats qu'il est fatigué de devoir rappeler qu'un graphique de ce type doit se construire avec un axe des ordonnées débutant à 0 et non à une autre valeur qui va déformer le rapport entre les quantités comparées. Sinon, on fabrique de l'illusion. Le texte du graphique de la Cour dit que les émissions de chaque Allemand sont environ le double de celles d'un Français (plus de 9 tonnes contre environ 4,8), tandis que l'image du même graphique induit l'idée qu'elles sont environ dix fois plus importantes relativement. Un tel écart entre texte et image n'est pas raisonnable ni pédagogique. Ensuite, c'est bien gentil de comparer ces émissions totales, mais comme le rapport ne parle pour l'essentiel que de l'électricité, ce serait mieux de d'en fournir un sur le sujet. En voici un :

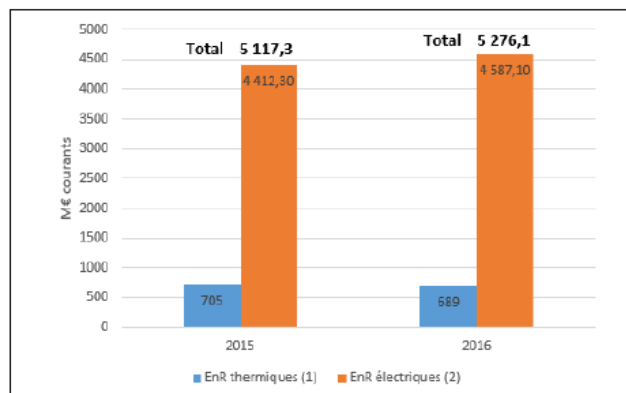
Evolution du contenu carbone de la production d'électricité en France et en Allemagne



Le système électrique allemand est environ six fois plus émetteur de carbone donc de CO₂ que le système français au kWh produit.

Mais la Cour propose aussi d'excellents graphiques pour illustrer son raisonnement. En voici un qui compare utilement les dépenses publiques en faveur des EnR électriques et thermiques en 2015 et 2016 :

Graphique n° 10 : montants estimés des soutiens publics consacrés aux EnR thermiques et électriques



(1) Les contributions des collectivités locales ont été intégralement imputées aux EnR thermiques.

(2) Prise en compte des charges dues au titre de l'année, sans tenir compte des mécanismes de report de charges, ni de la dette accumulée jusqu'en 2015 au titre du mécanisme de la CSPE.

Source : Cour des comptes

En résumé ? Agir pour les EnR thermiques qui permettent de réduire directement des usages massifs de gaz et fioul pour le chauffage serait vraiment efficace pour les objectifs climatiques... et on y consacre presque rien de l'effort public. A l'inverse, le soutien aux EnR

électriques n'a pratiquement aucun effet climatique mais accapare l'essentiel de l'effort financier public.

La clé du problème ? Alors qu'il est présenté sous le chapitre de l'action climatique, le soutien aux EnR électriques n'a comme seul résultat pratique que de contribuer à une diminution de la part du nucléaire dans la production d'électricité. Pourquoi pas (chacun peut garder son avis à ce sujet), mais il n'est pas certain que si l'on avait dit aux Français « vous allez dépenser au moins 121 milliards d'euros juste pour diminuer de quelques pourcents la part du nucléaire dans le système électrique », ils auraient sauté de joie.

Filières industrielles

Au moins, cette manne publique se traduit-elle par des emplois en masse ? A la hauteur des sommes engagées ? La Cour produit deux graphiques à ce sujet. Le premier signale clairement qu'une part de cet argent est parti à l'étranger pour financer les importations de panneaux solaires, avec un record de près de 3 milliards d'euros de déficit en 2010, parti en Chine pour l'essentiel (2) :

Tableau n° 2 : évolution de la balance commerciale des équipements EnR depuis 2009

<i>Commerce extérieur (M€)</i>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p
<i>Exportations d'équipements*</i>	796	1016	1166	1221	1181	1161	1206	1187
<i>Importations d'équipements*</i>	-1685	-3937	-2884	-1738	-1673	-2225	-1799	-1899
<i>Balance commerciale des équipements*</i>	-889	-2921	-1718	-517	-492	-1232	-593	-712

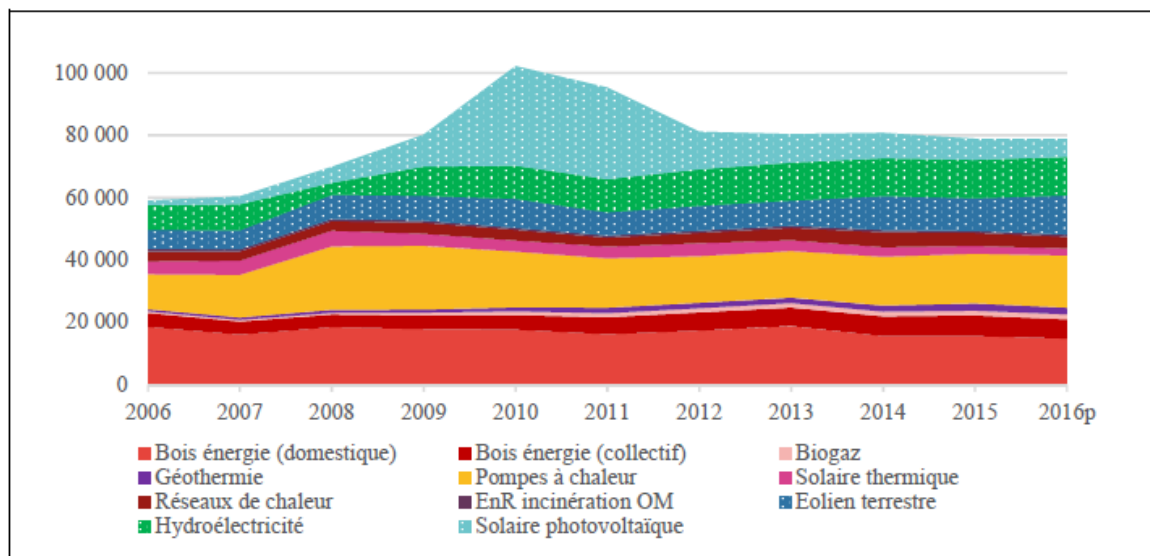
Source : Cour des comptes d'après étude « Marchés et emplois dans le domaine des EnR » de l'ADEME, Juillet 2017

*EnR hors biocarburants

Le déficit de la branche culmine l'année de la plus massive importation de panneaux solaires chinois en 2010.

Côté emplois, le graphique ci-dessous montre certes un pic transitoire de l'activité au moment de l'installation des panneaux solaires, mais il montre surtout qu'en concentrant la dépense publique sur les EnR thermiques (bois, géothermie, réseaux de chaleur, pompes à chaleur), on aurait pu faire coup double : beaucoup d'émissions de GES en moins et des emplois durables en plus.

Graphique n° 7 : évolution des emplois directs par filière entre 2006 et 2016 (ETP)



Source : Cour des comptes d'après étude ADEME « Marchés & emplois dans le domaine des EnR » de juillet 2017

Ce rapport de la Cour des Comptes va-t-il déclencher une discussion salutaire, dans le cadre du [débat public sur la programmation pluriannuelle de l'énergie organisé](#) par la Commission nationale du débat public à la demande du gouvernement ? Ce serait utile. Surtout si les différents acteurs de ce débat acceptent enfin de laisser tomber propagande et publicité pour désigner les choses par des mots dont l'objectif sera la clarté et la sincérité et non la duperie généralisée ([lire ici un post sur ce sujet](#)).

Opération vérité des coûts

Parmi les sujets de débat exigeant cette opération vérité, celui sur les prix des différents moyens de production d'électricité s'impose. Sous pression de l'opinion publique, la filière nucléaire a depuis longtemps fait ce travail de transparence, en interne, ou soumis à des audits externes comme les [différents rapports de la Cour des Comptes sur le coût complet du nucléaire](#), déchets et démantèlement compris, mais aussi recherches publiques. Or, la filière des EnR est totalement exempte d'une telle démarche.

Comme [l'indiquent ici deux économistes de la Toulouse School of Economics](#), ce coût doit [comprendre les dépenses liées à la compensation de l'intermittence des énergies solaires et éoliennes](#). J'ajouterai qu'il faut aussi compter les dépenses de réseaux liées à leur introduction, l'Allemagne prévoit ainsi de dépenser 40 milliards d'euros pour que son réseau haute tension s'adapte à l'installation des EnR. Or, la prise en compte de ces coûts – dont le montant est spécifique à chaque système électrique et à la part de ces énergies – change radicalement la donne. Elle montre que les calculs fondés sur le prix d'installation et de fonctionnement d'un moyen de production (quel qu'il soit) isolément du système sont très éloignés du réel.

Sylvestre Huet

NOTES:

(1) Les mauvais esprits ne manqueront pas de rapprocher ces presque 40 milliards d'euros de la somme quasi identique annoncée par EDF pour mettre ses réacteurs nucléaires en état de

produire durant 20 ans de plus... 75% de l'électricité dont nous avons besoin.

(2) Les mauvais esprits ne manqueront pas de rapprocher ce déficit commercial du solde positif de notre balance exports/imports d'électricité, dû au nucléaire, qui nous permet d'acheter... des panneaux solaires chinois.

SECTION ÉCONOMIE



Jean-Claude Trichet: "Je suis très inquiet du niveau de valorisation des marchés actions !"

Publié le 19 avril 2018 à 09:00:08 / 4 commentaires / 839 vues

Quel peut bien être l'avenir de la zone euro ? Emmanuel Macron et Angela Merkel peuvent-ils lui donner un nouveau souffle ? La guerre commerciale entre les Etats-Unis... Lire la suite



L'économie allemande bientôt en récession : un avertissement mondial ?

Publié le 20 avril 2018 à 15:00:55 / 0 commentaire / 171 vues

Les perspectives économiques se détériorent à une vitesse alarmante en Allemagne. Toute erreur de politique pourrait plonger le pays dans la récession, selon un institut... Lire la suite



Le FMI met en garde contre les répercussions d'un conflit commercial

Publié le 20 avril 2018 à 13:00:32 / 1 commentaire / 230 vues

Pour le FMI, les perspectives économiques sont bonnes et leur seul risque susceptible de faire dérailler cette belle et forte croissance mondiale, dont on ne voit que... Lire la suite



Charles Sannat: "L'épargne est devenue totalement inutile !!!"

Publié le 19 avril 2018 à 17:00:37 / 7 commentaires / 1 527 vues

La dernière grande idée en date de ma camarade de jeu Simone Wapler des Chroniques Agora est d'affirmer que l'épargne est devenue inutile, et comme elle est devenue... Lire la suite

Les Etats-Unis sont le prochain Venezuela

Rédigé le 19 avril 2018 par [Bill Bonner](#)

Lorsqu'un Etat dépense trop, il finit par se retrouver à court d'argent des autres (celui des

contribuables et des prêteurs étrangers). Alors, il fabrique son argent et le désastre se produit.

« Votre vol a été annulé. »

Ce n'était pas les mots que nous espérions entendre à notre arrivée à l'aéroport international de Washington-Dulles hier soir. Mais Air France est en grève ; nous avons donc rapidement modifié notre plan... et sommes allés à Paris avec United Airlines.

Nous n'étions pas au bout de nos peines... parce que les trains français sont en grève aussi. Vive la France !

Grâce à la débrouillardise de notre assistante, basée aux Etats-Unis, nous avons trouvé un chauffeur qui nous amènerait en Normandie, où notre voiture est garée depuis deux mois, attendant fidèlement le retour de son propriétaire.

Cette voiture est très patiente avec nous. Le Nissan Patrol de 12 ans d'âge reste pendant des mois... parfois une année entière... à nous attendre. Et puis lorsque nous arrivons enfin, la batterie est morte.

Mais ce problème sera réglé plus tard dans la journée – en tout cas nous l'espérons –, et nous serons en route pour l'Irlande sur le ferry de nuit. A suivre.

Expert en désastres financiers

En attendant, [comme nous le disions hier](#), le bitcoin semble être utile. Lorsque les autres monnaies s'effondrent... et que l'or est difficile à obtenir... le bitcoin offre aux gens une manière d'échapper au piège d'une devise papier qui se désintègre à toute vitesse.

Comme le savent les lecteurs de long terme de *La Chronique*, nous sommes un connaisseur, en matière de désastres.

Prenons un deutschemark de 1922... une excellente cuvée ! Difficile à battre : si vous aviez acheté une maison à Berlin en 1921, vous auriez pu rembourser votre crédit immobilier en 1923 pour le prix d'un café.

Ou peut-être un dollar zimbabwéen de 2006 ? Très belle année. Beaucoup de liquidités. Nous avons un billet de 10 000 milliards de dollarsZ dans notre portefeuille en permanence, simplement pour nous rappeler de ne pas faire confiance à la devise papier.

Mais les crûs sud-américains ne sont pas mal non plus.

Tant le Brésil que l'Argentine ont produit de belles catastrophes. En Argentine, l'inflation avait atteint près de 12 000% en 1989. Au Brésil, l'un de nos collègues se rappelle ce qu'était la vie dans les années 80 :

« Papa était payé deux fois par jour. Nous allions le voir à son bureau et nous apportions l'argent directement à l'épicerie. Il fallait y être le plus tôt possible parce qu'ils faisaient grimper les prix tout au long de la journée. Plus on attendait, moins on en avait pour son argent. Et parfois, il n'y avait plus rien à acheter ».

Les meilleurs millésimes de désastres

Il y a de nombreuses sortes de millésimes, en termes de désastres. Il y a les désastres naturels,

comme l'explosion du Vésuve qui a effacé Pompéi de la carte au 1er siècle av. J.C.

Il y a des désastres militaires, comme la guerre idiote entre Athènes et Sparte au Vème siècle av. J.C., l'attaque japonaise contre Pearl Harbor en 1941 ou l'invasion américaine en Irak en 2003.

Il y a aussi des désastres politiques – comme la Révolution française ou le coup d'Etat de 1917 en Russie.

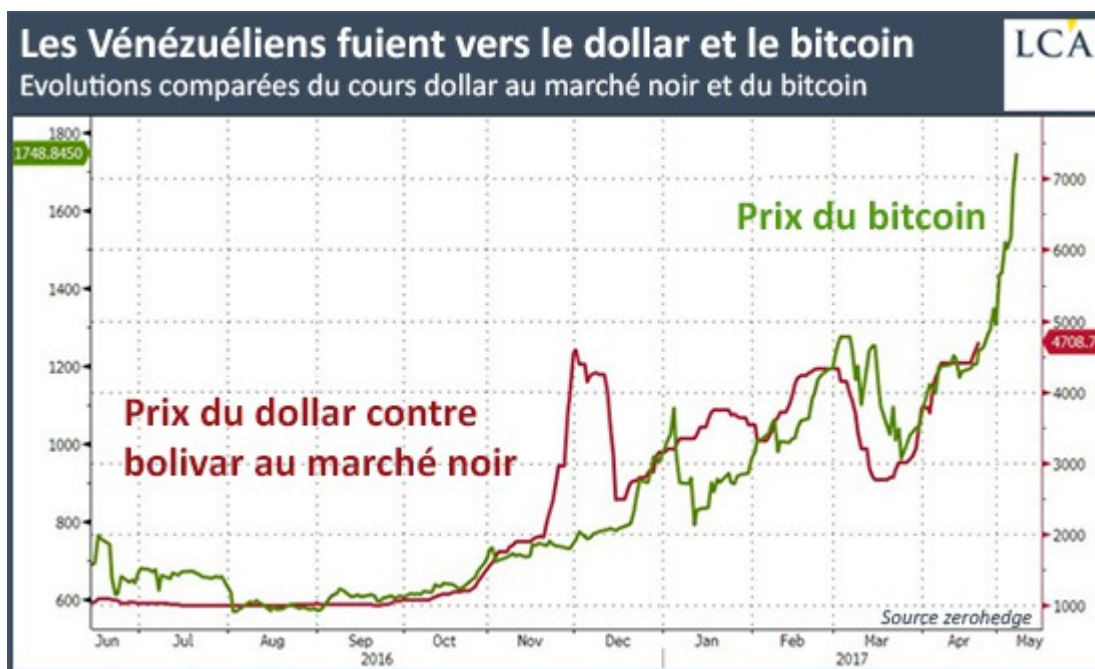
Nos préférés sont les désastres financiers... qui mènent souvent à des désastres d'une autre sorte.

Alors même que nous écrivons ces lignes, un exemple-type de catastrophe se déroule au Venezuela. Le bolivar – la devise vénézuélienne – devrait perdre environ 99,99% de sa valeur cette année.

De toute évidence, mieux vaut ne pas stocker sa richesse en bolivars. Au contraire, mieux vaut s'en débarrasser le plus vite possible. Nous expliquions hier que ceux qui pouvaient se le permettre passaient au bitcoin.

Les gens riches peuvent éviter un désastre financier en diversifiant leur richesse en dehors de la devise nationale et en dehors du pays. Ils ouvrent des comptes en banques à Miami ou en Suisse, par exemple. Désormais, ils ont une autre option : les cryptomonnaies.

Mais les gens pauvres n'ont souvent pas le choix : ils n'ont pas de patrimoine à diversifier, si bien qu'ils doivent se diversifier eux-mêmes.



Le Venezuela sera vidé d'ici 2038

Le *Financial Times* rapporte que 5 000 personnes quittent le Venezuela tous les jours. A ce rythme, le pays sera entièrement vidé d'ici 2038. Ce n'est pas qu'une question d'argent, en d'autres termes.

Un désastre financier mène souvent à un désastre social, politique, militaire et sanitaire. Si ce n'était pas le cas, la crise financière qui se dessine aux Etats-Unis serait simplement distrayante. Après tout, qui se soucie que des riches perdent de l'argent ?

Pour les gens moins aisés, hélas, les enjeux sont plus élevés. Plus de 600 000 réfugiés vénézuéliens vivent déjà en Colombie, où ils vivent en grattant ce qu'ils peuvent trouver.

« Nous mourons de faim », a déclaré un réfugié au *Financial Times*. « Trois membres de ma famille sont déjà morts de faim ».

La plupart des hôpitaux du Venezuela n'ont pas de médicaments et peu ou pas d'eau courante. Le manque de nourriture, de médicaments et d'hygiène rend les gens plus vulnérables aux maladies – surtout les maladies contagieuses.

Après une chute de 40% de la production, plus de quatre personnes sur cinq seraient sous le seuil de pauvreté.

L'« extrême pauvreté » a triplé ces quatre dernières années. La loi et l'ordre se désagrègent aussi, tant au Venezuela que dans les pays voisins.

Ceux qui réussissent à passer la frontière pour aller en Colombie ou au Brésil n'y sont pas franchement bien accueillis. Ils sont si nombreux que les services locaux sont débordés. Les emplois sont rares. Et peu de gens sont ravis d'avoir autant de réfugiés désespérés à leur porte.

Comment ces crises se déroulent-elles ? Lentement... puis d'un seul coup. Les autorités dépensent trop. Elles finissent par se retrouver à court d'argent des autres. Elles en « impriment » donc plus.

Elles sont alors prises au piège, elles aussi, par la mauvaise monnaie ; le moyen le plus simple de s'en sortir est simplement d'imprimer toujours plus... jusqu'à ce que l'économie toute entière s'effondre.

Le processus est déjà bien entamé aux Etats-Unis. Nous y reviendrons.

C'est parfait pour les connaisseurs... et mauvais pour tous les autres.

Notre conseil : ouvrez un compte bitcoin, au cas où. Et assurez-vous d'avoir un « refuge » – une petite ferme, ou du moins une place dans une communauté stable et largement auto-suffisante – où vous pourrez attendre la fin de la crise.

Pourquoi les déficits n'ont « pas d'importance »

Rédigé le 20 avril 2018 par [Bill Bonner](#)

La véritable épargne – celle qui provient des économies de chacun – ne compte plus. Le crédit adossé à rien l'a remplacé et les déficits publics sont toujours financés.

Bitcoin se rend utile. Bloomberg nous en parle :

« Le marché bolivar/bitcoin atteint le record d'un million de dollars par jour

Le marché du bolivar vers le bitcoin a atteint un record mardi, le pays assoiffé de dollars recherchant de plus en plus la monnaie digitale en échange de sa devise quasi sans valeur. »

Le Venezuela est un désastre. L'inflation devrait atteindre 13 000% cette année.

Mais le désastre n'est pas sédentaire. C'est un nomade. Et nous pensons qu'il se dirige vers les Etats-Unis.

Tournons-nous vers notre service de recherches pour déterminer s'il en est proche...

L'Indice de la Ruine à un niveau extrême

Que dit notre [Indice de la Ruine](#) ?

Vous vous rappellerez, cher lecteur, que nos chercheurs – menés par l'infatigable Joe Withrow – ont imaginé un moyen de déterminer quand un krach allait se produire. Sans garantie, étant donné que ces choses sont imprévisibles. Mais une mesure basée sur un large groupe d'indicateurs devrait être plus fiable que les intuitions de votre correspondant, n'est-ce pas ?

Ma foi, qui sait.

Mercredi, Joe nous a donné des nouvelles :

« L'Indice de la Ruine s'est envolé à 7 – notre niveau d'alerte extrême – en janvier dernier... et il restera à 7 pendant au moins trois mois supplémentaires, si l'on se base sur les chiffres du premier trimestre.

Mais le pavillon d'alerte au krach n'est pas hissé... pour l'instant.

Nous l'avons laissé dans son armoire, et peut-être que ce qui maintiendra les marchés à flot pendant un trimestre supplémentaire est une petite hausse de la croissance du crédit. Après avoir chuté à 1,6% durant le trimestre précédent, la croissance du crédit a augmenté à 2,4% sur le premier trimestre 2018.

Rappelez-vous que nous nous appuyons sur l'analyse de Richard Duncan, à ce stade. Selon Richard, l'économie moderne exige au moins 2% de croissance du crédit pour éviter la récession... si bien que 2,4% suffit tout juste à éviter un Point de Ruine.

D'un autre côté, les emplois non-agricoles ont enregistré une chute brutale. Les emplois non-agricoles avaient augmenté de manière régulière pendant 29 trimestres – ce qui nous fait remonter à 2010 – mais ils ont perdu 1,2% au premier trimestre 2018. 1,2%, cela peut sembler peu, mais c'est la plus grosse chute des emplois non-agricoles depuis le début 2009.

Nous avons donc vu une hausse de la croissance du crédit mais une chute des salaires sur le trimestre dernier. Peut-être que ces deux mouvements sont liés... je ne sais pas... nous voilà de retour au même point qu'en janvier. »

D'accord : « alerte extrême », mais pas encore de krach. Pigé ?

Les erreurs sont individuelles, les catastrophes sont l'apanage des gouvernements

Pendant que les données indiquent une « alerte extrême », les fondamentaux font de même. C'est pourquoi une catastrophe nous attend peut-être, et c'est aussi pourquoi il pourrait n'y avoir aucun moyen de l'éviter.

Les marchés grimpent et baissent sans arrêt – parfois brutalement. Les gens ne savent jamais ce

que valent les choses. Ils découvrent les prix en se faisant concurrence. Et les êtres humains ont toujours tendance à sur-réagir. Ils deviennent trop optimistes ou trop pessimistes... faisant trop grimper les prix... ou trop baisser... causant des mini-booms et des paniques.

Dans le cas des Etats-Unis, entre la fin de la Guerre de Sécession et la Grande dépression, il y a eu la panique de 1873, la panique de 1884, la panique de 1893, la panique de 1901, la panique de 1907 et la dépression de 1920-21.

La douleur et les dégâts causés par ces reculs ont été variables. Mais d'une manière générale, ils sont repartis comme ils étaient venus. Les prix ont chuté. Des entreprises ont fait faillite. Les entrepreneurs et les spéculateurs ont ramassé les morceaux... et se sont remis au travail.

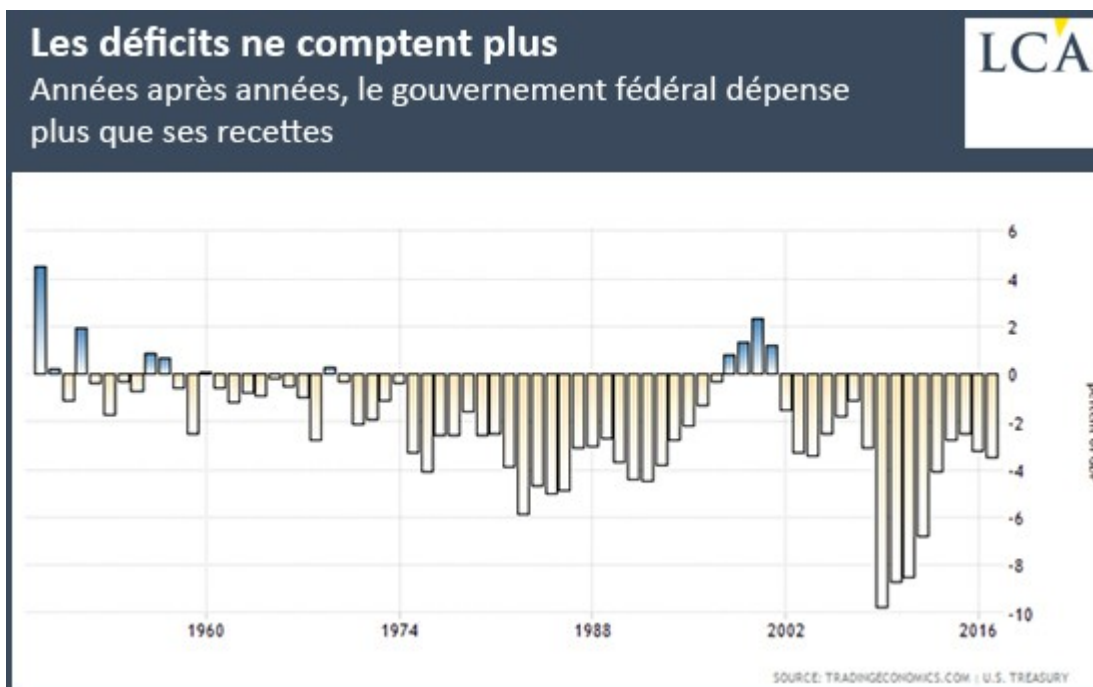
Tout le monde fait des erreurs ; si on veut une vraie catastrophe, il faut un gouvernement. Les autorités américaines ont commencé à « faire quelque chose » au sujet de ces excès périodiques à la suite du krach de 29. Le résultat : une Grande dépression.

On retire le bol de punch

Ensuite, c'est la Fed qui s'en est mêlée. La Fed a été mise en place en 1913. Au début, son rôle était modeste – protéger la devise et s'assurer que les grandes banques gagnaient de l'argent.

C'est ce qu'elle a fait avec prudence au début, comme l'a décrit le président de la Fed William McChesney Martin, en « retirant le bol de punch » lorsque la fête commençait à s'emballer.

Ce n'est qu'à partir des années 1980 que la Fed est elle-même devenue une vraie fêtarde. A ce moment-là, les Etats-Unis avaient une nouvelle devise (le dollar élastique post-1971)... et les politiciens avaient réalisé que « les déficits n'ont pas d'importance ».



Ils ne semblaient pas en avoir parce qu'à partir de la fin des années 1980, la Fed n'entravait plus les excès de dépenses... elle les favorisait.

Autrefois, les déficits faisaient baisser l'épargne de la nation. Mais le nouveau dollar et les taux

bas de la Fed rendaient la véritable épargne superflue. Les autorités ont baissé les taux d'intérêt pour rendre l'épargne peu attrayante... et ont comblé les déficits avec de l'épargne factice – du crédit inventé « à partir de rien » par la Fed.

A l'époque où les autorités devaient emprunter de la véritable épargne pour combler l'écart entre les dépenses et les recettes fiscales, il y avait une limite naturelle à ce qu'elles pouvaient dépenser. Si elles empruntaient trop, elles « écartaient » les emprunteurs privés. Les taux d'intérêt grimpaient. L'épargne augmentait. L'économie refroidissait et les recettes fiscales chutaient.

Tous les législateurs savaient que le gouvernement fédéral devait gérer ses finances de manière responsable. Aucun des deux partis ne voulait avoir la réputation d'être incompetent en matière d'argent.

Aujourd'hui, tout a changé.

L'illusion d'abondance – fournie par les politiques d'argent facile de la Fed – les a tous emberlificotés.

Les sombres perspectives du dollar américain

Rédigé le 19 avril 2018 par [Nick Hubble](#)

Aujourd'hui, examinons le futur du dollar américain en tant qu'étalon des marchés financiers. Si moins de dollars circulent, les marchés vont réagir.

Le dollar est la monnaie de réserve mondiale, la monnaie de la plus grande économie au monde, la monnaie du commerce international et la monnaie de « l'actif sans risque » au niveau mondial. De ce fait, lorsqu'on aborde le sujet du dollar, on aborde également beaucoup d'autres sujets.

Au final, en effet, tous les investissements sont exprimés en dollars. Tous les rendements sont mesurés en se référant au rendement du bon du Trésor US, parce qu'il s'agit du taux sans risque.

Toutes les matières premières sont exprimées en dollar. Lorsque la Chine achète du minerai de fer à l'Australie, elle le paie en dollars.

On peut considérer le dollar US comme le dénominateur de chaque prix, l'avocat du diable de chaque décision. Et l'alternative de toute comparaison. Résultat : le pouvoir de cette monnaie est immense.

Ceci est d'autant plus évident durant une expansion ou un effondrement du marché. Lorsque le marché est en expansion, la valeur du dollar US chute. Lorsque le marché s'effondre, la valeur du dollar augmente.

On pourrait comparer la valeur du dollar à celle de l'or à l'époque de l'étalon-or. Lorsqu'ils perdaient confiance dans les marchés financiers, les investisseurs laissaient tout tomber pour se précipiter vers l'or – ce qui mettait la pression sur la valeur de leur monnaie nationale en or.

En général, les gens pensent que la valeur du dollar américain reflète les évolutions des marchés à travers le monde. Mais que se passe-t-il si la situation s'inverse ? Que se passe-t-il si

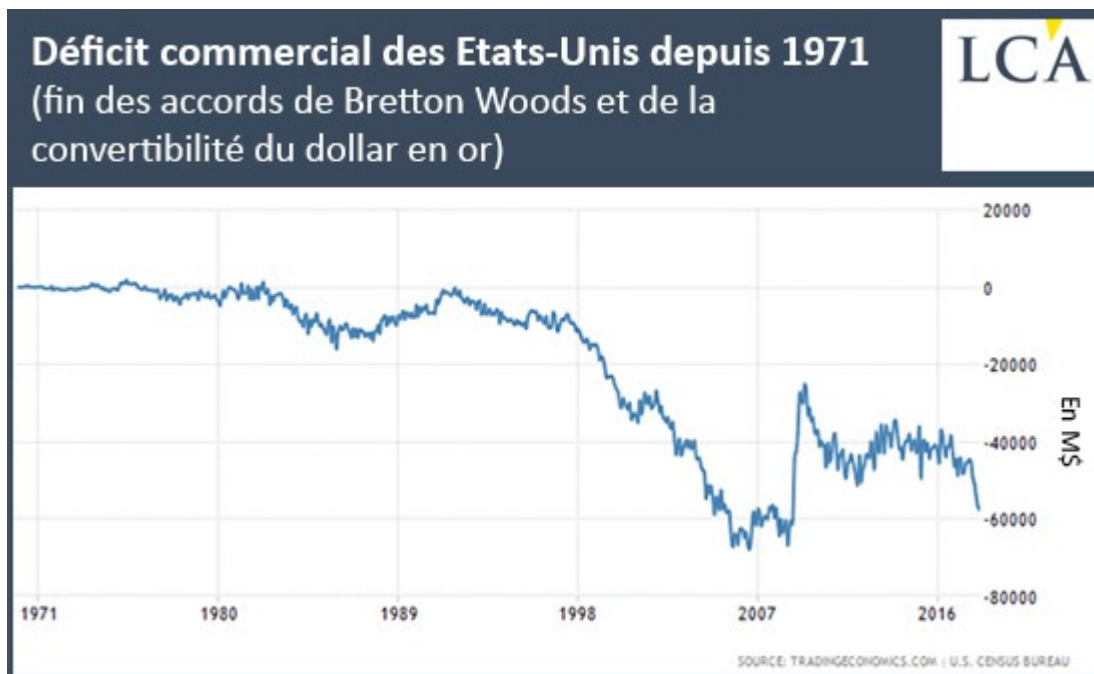
c'est le dollar qui se met à mener les marchés ? C'est ce que nous allons voir aujourd'hui.

Comment les Etats-Unis ont financé la mondialisation

Depuis plusieurs décennies, les dollars américains inondent l'économie mondiale. Le déficit commercial américain traduit le fait que les Américains achètent des marchandises aux autres pays et les payent en dollars.

Si un autre pays faisait cela sur une longue période, la valeur de sa monnaie commencerait à chuter, parce que cela correspondrait à une hausse de l'offre de cette monnaie sur le marché mondial.

Une monnaie qui chute a un effet de rééquilibrage. Au fil du temps, les importations deviennent plus chères pour les nationaux et les exportations locales deviennent moins chères pour les étrangers. Le déficit commercial finit par se rééquilibrer à mesure que les gens réagissent aux prix.



Mais il semble ne pas y avoir de rééquilibrage pour les Américains. La raison principale est que leur monnaie est très demandée. A mesure que les échanges commerciaux augmentent du fait de la mondialisation, la demande de dollars augmente également. Les dollars qui sortent des Etats-Unis sont absorbés par les autres pays qui cherchent à commercer entre eux. Par conséquent, la valeur du dollar américain ne diminue pas assez pour rééquilibrer le commerce aux Etats-Unis.

Avant, on considérait cela comme un privilège. Les Américains vivent au-dessus de leurs moyens depuis des décennies. Ils consomment plus qu'ils ne produisent et se contentent d'envoyer des dollars imprimés à travers le monde. Le problème est que leur monnaie ne les punit jamais d'agir ainsi.

Un changement de perception avec l'arrivée de Trump ?

Toutefois, les perceptions changent. Les Américains ont connu suffisamment de déficits commerciaux. Trop d'emplois sont partis à l'étranger. Et voilà qu'arrive Donald Trump, ses politiques commerciales et ses décisions loufoques.

Trump veut inverser le déficit commercial en ajustant les prix de la manière dont le ferait la monnaie. Le problème est que cela ne fera que réduire le commerce et détruire des emplois en Chine au lieu d'en créer aux Etats-Unis.

En outre, la position de Trump est un peu bizarre étant donné que le chômage est faible aux Etats-Unis. Le commerce n'est qu'un facteur parmi une longue liste qui font que les industries et leurs emplois ne sont pas durables.

Mais en matière de politique gouvernementale, peu importe ce qui est vrai ou sensé. Le plus important est de créer de l'indignation puis de la canaliser dans les votes.

Quoi qu'il en soit, si les Américains parviennent à réduire leur déficit commercial, cela impliquerait une réduction de la quantité de dollars qui irriguent le système. C'est comme si la banque centrale du commerce resserrait sa politique monétaire sur la monnaie du commerce.

Moins de dollars circuleraient entre les importateurs et exportateurs dans le monde.

Dans ce scénario, la valeur du dollar augmenterait. Ce qui déclencherait probablement une crise.

Pour les pays dont la dette est libellée en dollars, une hausse du dollar rendrait plus difficile son remboursement. C'est comme cela qu'a commencé la crise financière asiatique de 1997. A l'époque, le marché boursier a subi un énorme contrecoup.

De manière assez ironique, un dollar plus élevé ne ferait qu'empirer le déficit commercial des Etats-Unis...

Mais il n'est pas si clair que nous nous dirigeons vers un dollar plus fort de prime abord. Parce que la politique commerciale américaine n'est qu'une composante mouvante.

La malédiction de l'excédent de dollar

Il fut un temps où la livre sterling était une monnaie de réserve pour une grande zone de commerce. A mesure que la position dans le monde de la Grande-Bretagne déclinait et que la livre laissait la place au dollar américain, les Britanniques se sont retrouvés à la merci de ce que les médias ont appelé « la malédiction de l'excédent de livres sterling ».

Du fait que les échanges étaient payés en livres, les pays à travers le monde détenaient de vastes quantités de livres. Mais lorsque la livre ne fut plus la monnaie commerciale privilégiée, ces réserves sont devenues beaucoup moins utiles.

On craignait que les pays vendent les livres qu'ils détenaient, déclenchant un effondrement de la valeur de la livre. Tout comme une monnaie de réserve est un privilège parce que cela soutient la valeur de votre monnaie, perdre ce privilège peut devenir une malédiction.

Au final, la Grande Bretagne passa un ensemble d'accords semi-officiels pour empêcher ces pays de laisser tomber la livre. Mais il s'agissait de pays amis. Les détenteurs de dollars américains sont beaucoup moins bienveillants.

En fait, il s'agit précisément des pays avec qui Trump cherche la bagarre. Les déficits commerciaux des Américains correspondent de toute évidence à ces pays qui possèdent de grandes quantités de dollars – parce que c'est comme cela que les Américains ont payé leurs déficits.

La crainte est que ces pays pourraient se désengager du système de réserve du dollar. S'ils utilisent des yuans ou des euros pour commercer, ce sera le début de la malédiction de l'excédent de dollars.

Voilà pourquoi il est très important de surveiller les développements dans ce domaine. Les Chinois passent de plus en plus d'accords commerciaux libellés directement en yuans avec les exportateurs de pétrole. Ils créent de plus en plus de marchés de matières premières dont les prix sont exprimés en yuans, comme la nouvelle bourse de l'or en yuans.

En Europe, l'ambition de l'euro est de devenir également une monnaie importante de commerce.

Si le dollar américain commence à perdre sa domination sur le commerce, sa valeur pourrait bien flancher. Cela pourrait terriblement perturber les monnaies, les marchés financiers et les économies.

Le dollar flanche au moment même où le déficit budgétaire flambe

Au même moment, les déficits budgétaires aux Etats-Unis partent en vrille, ce qui met en danger le statut d'emprunt « sans risque » du Trésor américain. Si les bons du Trésor perdent leur position de fondement des marchés financiers, leur demande pourrait elle aussi baisser. Le gouvernement américain ne peut se permettre une hausse des taux.

Une fois encore, la Chine est à la manoeuvre. Elle a cessé d'acheter des bons du Trésor US ces dernières semaines.

Si l'on rassemble tous ces éléments, on peut tirer des conclusions fort intéressantes. Le socle du commerce international, des marchés financiers et de la géopolitique est le pouvoir du dollar américain, des bons du Trésor américains et des dépenses militaires américaines. Or ces trois éléments sont menacés en même temps.

Hausse ou baisse du dollar ? Dans les deux cas, c'est une mauvaise nouvelle.

Nouveau round de paupérisation, les retraites ...

D'ICI 10 ANS OU UN PEU PLUS LA NOTION DE RETRAITE S'ESTOMPERA.

Bruno Bertez 19 avril 2018

Le gouvernement a promis jeudi que la future réforme des retraites qui sera discutée jusqu'à la fin de l'année avec les partenaires sociaux n'aboutirait pas à un nivellement des droits « par le bas ».

http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/04/19/97002-20180419FILWWW00197-retraites-le-gouvernement-devoile-le-calendrier-de-la-reforme.php?utm_source=app&utm_medium=sms&utm_campaign=fr.playsoft.lefigarov3

Huit mois de concertation: le gouvernement a dévoilé jeudi le programme des discussions avec syndicats et patronat sur la réforme des retraites promise par Emmanuel Macron, qui veut qu'elle soit « votée en 2019 ».

« Ce chantier considérable ne doit pas être et ne sera pas une énième réforme des retraites », a affirmé la ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn.

Les travaux pratiques ont débuté lundi, sous la conduite du Haut commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, qui reçu successivement cette semaine la CFDT, l'Unsa, la FNSEA et FO, avant la CFE-CGC, l'U2P, le Medef, la CGT, la CPME et la CFTC la semaine prochaine.

Ces dix organisations seront consultées sur « six grands blocs thématiques », en débutant par « la définition du nouveau régime en termes de périmètre, de niveau de couverture, d'assiette et de taux de cotisation », a précisé l'exécutif dans un communiqué.

Après un premier « échange autour d'un diagnostic », chaque organisation pourra « aborder des questions ouvertes lors d'une deuxième séance de travail » en mai.

Cette méthode sera répétée au rythme d'un sujet par mois. De mai à juin, la discussion portera sur « la prise en compte des droits non contributifs liés à la maladie, la maternité, au chômage ainsi que les minima de pension ».

Puis de juin à juillet, ce sera le tour de « l'examen des droits familiaux et la question de l'égalité entre les femmes et les hommes ».

En parallèle, « un dispositif de consultation et de participation citoyenne sera lancé mi-mai » sur internet, via le site participez.reforme-retraite.gouv.fr.

– « **bla-bla** » et « **télescopage** » –

La concertation se poursuivra à l'automne, avec une discussion sur « les conditions d'ouverture des droits » censée « donner plus de liberté dans la transition vers la retraite ».

Les partenaires sociaux plancheront ensuite sur les « spécificités de certains parcours professionnels » et notamment des « conditions des départs anticipés ».

Enfin, seront débattues « les questions de gouvernance, de pilotage et d'organisation » du futur système de retraites et « les modalités de transition ».

« Il ne s'agit pas de réformer pour réformer, ou de réformer pour réduire des droits ou pour les niveler par le bas », a assuré Mme Buzyn, souhaitant au contraire « rendre notre système capable de générer des droits nouveaux ».

« C'est une bonne démarche, un bon objectif, il faudra aller au bout et voir ce que ça donne à la fin », a estimé le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger.

« C'est à peu près 13,8 points de PIB consacré aux retraites aujourd'hui. Nous, on dit: +faut pas que ça descende+ », a prévenu le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly. Son successeur désigné, Pascal Pavageau, a pour sa part qualifié les discussions en cours de « bla-bla ».

« C'est très sympathique mais franchement pour le reste je ne sais pas ce que le gouvernement veut faire, ni le timing ni le contenu », a-t-il ajouté.

Pour l'heure, Emmanuel Macron a seulement promis de « consolider » le système par répartition, qui « crée une solidarité intergénérationnelle et est au coeur de la cohésion du pays ».

Mais en pleine réforme de la SNCF et de la fonction publique, le leader de l'Unsa, Luc Bérille, pointe un risque de « télescopage » et redoute que les négociations sur les statuts de cheminots et de fonctionnaires – qui comprennent un régime spécial de retraite – soient « réglées de façon détournée ».

De son côté, le Medef veut « inciter les assurés à partir plus tard que l'âge légal » et pour cela « mettre en place une nouvelle décote suffisamment forte » sur les pensions, a expliqué Claude Tendil, vice-président de l'organisation patronale.

D'ICI 10 ANS OU UN PEU PLUS LA NOTION DE RETRAITE S'ESTOMPERA.

D'ici 10 ans ou un peu plus la notion de retraite s'estompera. il n'y aura plus de coupure entre un « avant » la retraite et un « après » la retraite tout simplement parce l'allongement de la durée de vie, la crise des systèmes de retraites et la déconfiture boursière se seront conjugués pour faire disparaître la notion elle même.

La retraite qui est une forme de vie empreinte de dignité car on a travaillé et cotisé, la retraite glissera vers l'assistance et la dépendance comme on le voit déjà s'agissant de la dialectique emploi/chomage/revenu universel.

La vraie distinction sera entre ceux qui sont valides et autonomes et ceux qui ne le seront pas. Pourra-t-on appeler cela un progrès; la fin de vie méritera-t-elle d'être vécue?

Les Macron seront les artisans de cette déchéance.

Alerte sur la Deutsche Bank ? La BCE s'inquiète...

Publié par [Philippe Herlin](#) | 19 avril 2018

C'est une première : la Banque centrale européenne (BCE) demande à la Deutsche Bank de calculer l'impact d'une vente de ses positions de trading, alors qu'elle envisage un retrait de la banque d'investissement. Il s'agit de voir si la première banque allemande peut sortir de cette activité sans recourir à la garantie de l'État ou à l'argent des contribuables allemands. Ce sont en particulier les risques liés au débouclage des produits dérivés qui inquiètent le plus : nous en avons parlé [dès 2013](#), la Deutsche Bank est la banque la plus exposée aux produits dérivés dans le monde, avec un montant estimé à [64.000 milliards de dollars](#), soit 16 fois le PIB de l'Allemagne...

Mais n'est-il pas déjà trop tard ? [La Tribune](#) cite un analyste reconnu, Stuart Graham d'*Autonomous Research*, qui estime que la banque allemande est probablement "au-delà du réparable". Selon la [Süddeutsche Zeitung](#), "la Deutsche Bank est l'une des institutions financières les plus dangereuses du monde en raison de son activité complexe."

La banque de Francfort collectionne en outre les litiges et les procès : depuis 2012, elle a dépensé plus de 20 milliards d'euros en frais juridiques, soit bien plus que les capitaux apportés par les investisseurs sur la même durée... En janvier 2017, elle a payé une amende de 7,2 milliards de dollars aux autorités américaines pour solder la crise des *subprimes*. Avec des condamnations liées à la manipulation du LIBOR et des [métaux précieux](#), la banque allemande se retrouve dans tous les mauvais coups.

L'accumulation de ces mauvaises nouvelles a amené Standard & Poor's, le 13 avril, à placer la note à long terme (A-) sous "surveillance avec implication négative". Le cours de l'action marque une défiance massive des investisseurs : à environ 11 euros, il se situe à peine au-dessus de celui de septembre 2016, une époque où le spectre de Lehman Brothers planait au-dessus de l'institution financière. Déjà en 2015, [la banque avait échoué aux stress tests de la Fed](#)... décidément la Deutsche Bank ne parvient pas à se sortir de la crise.

Comment réagit la Deutsche Bank ? Comme une banque normale, c'est-à-dire sans rien céder à la structure oligarchique et aux détestables habitudes de la haute finance internationale : le patron, incapable de redresser la situation, le Britannique John Cryan, est licencié le 9 avril, mais avec une indemnité de départ de 9 millions d'euros, bien sûr. Il est remplacé par l'Allemand Christian Sewing, un pur produit de la banque, qui y a fait toute sa carrière... on peut donc compter sur lui pour révolutionner les comportements... Comme pour rajouter au grotesque de la situation, l'Américain John Thain, nommé au Conseil de surveillance ; est celui qui dirigeait et a coulé Merrill Lynch au moment de la crise des *subprimes* en 2008, avant d'être viré de Bank of America, l'acquéreur, pour sous-estimation des pertes et attribution de gros bonus. Un connaisseur, donc.

À la place des clients de la Deutsche Bank, on s'inquiéterait. De nombreuses banques européennes sont malades, notamment en Italie, en Grèce, en Espagne, mais la Deutsche Bank, qui se trouve au cœur de l'économie la plus importante et la plus compétitive d'Europe, est LA bombe atomique qui pourrait provoquer une crise financière mondiale, comme Lehman Brothers à son époque. Si même le placide et nonchalant Mario Draghi commence à s'inquiéter...

Comment va le monde aujourd'hui ?

François Leclerc 20 avril 2018

La taxation américaine de l'acier et de l'aluminium doit prendre effet le 1er mai prochain au terme de sa période de suspension. Ce qui laisse très peu de temps pour négocier à Emmanuel Macron – à qui le grand jeu est réservé à Washington au début de la semaine prochaine par Donald Trump, à titre de réciprocité – et à Angela Merkel qui va lui succéder. La Chancelière a comme mission supplémentaire d'obtenir l'arrêt des mesures visant la Russie, qui est aussi sous le feu du président américain, afin d'y protéger les exportations allemandes.

Cecilia Malmström, la commissaire au commerce, a d'entrée de jeu déclaré que l'Union européenne ne négocie pas sous la contrainte et que les États-Unis doivent inconditionnellement annuler toute mesure de taxation. C'est un préalable à la négociation portant sur l'évolution des relations commerciales qu'elle propose. Mais à condition que celles-ci s'inscrivent dans le cadre réglementaire de l'OMC.

En cherchant avec ses méthodes brutales à réduire la balance commerciale très déficitaire des États-Unis, Trump veut revenir sur l'un des effets de la mondialisation en imposant des barrières protectionnistes. Un revirement à 180 degrés après des décennies de négociation ayant pour objet de les rabaisser dans la cadre de l'OMC. Dans un premier temps, une plainte européenne a été adressée à l'OMC en raison des décisions unilatérales américaines, mais avec quel effet ? La crainte est, qu'emporté par son élan, décidé à obtenir des résultats qu'il a promis, le président américain en vienne à s'abstraire de toute réglementation et de son cadre... D'où la position européenne de négociation sur de nouvelles baisses des tarifs douaniers qui voudrait le prévenir.

Les autorités allemandes sont également habitées par la crainte d'une escalade qui pourrait aboutir à la taxation de exportations des véhicules à moteur, leur industrie n'ayant pas besoin de cela après les scandales à répétition de la tricherie sur les rejets du diesel et leurs conséquences. Les surplus du commerce extérieur allemand résultent d'avantage du commerce avec la Chine qu'avec les États-Unis, mais ils pourraient en sortir sérieusement affectés.

De tous côtés, que ce soit avec la Chine, l'Union européenne ou la Russie, les grandes manœuvres de la guerre commerciale viennent à peine de commencer. Les échéances de la mise en application des premières mesures annoncées se rapprochent dangereusement. Quoiqu'il en soit, les tensions ne sont pas prêtes de disparaître. Commencée comme une *Blitzkrieg*, la guerre commerciale va prendre l'allure d'une guerre de tranchée au cours de laquelle les offensives vont se succéder.

Comment peut-elle se poursuivre en Chine ? Dans un premier temps, les deux pays vont imposer des taxes sur les secteurs les plus sensibles, le soja et les produits agricoles d'un côté, les produits de haute technologie de l'autre, mais sans s'engager dans une guerre à outrance. Ne débordant pas sur le terrain obligataire. L'environnement des entreprises américaines opérant en Chine va être rendue plus difficile, ainsi que les achats chinois des entreprises américaines. Et le conflit va s'installer, car il n'y aura pas de raison qu'il en soit autrement.

Nous sommes entrés dans une nouvelle ère des relations commerciales, ce qui conduit le FMI à s'inquiéter de ses répercussions sur une croissance salvatrice dont la mondialisation était le fer de lance. Dans un tel contexte, tous les autres problèmes vont être plus difficiles à régler, dont celui de l'endettement dont le poids s'accroît. Tôt ou tard, il va bien falloir y venir après tant de déni. Plus ce sera tardif, plus ce sera douloureux pour le haut du panier des rentiers, à moins qu'ils ne se préservent autant que possible en faisant d'abord payer les petits. Ce serait bien dans leurs pratiques mais cela ne suffira pas.

PS : Chaque jour amène ses révélations sur le compromis que pourraient adopter Angela Merkel et Emmanuel Macron. Avec son voyage à Berlin, les rumeurs et les fuites n'ont pas manqué. Mais cela vaut-il la peine d'entre rendre compte dans le détail ? Les deux compères cherchent à habiller leur désaccord au mieux, chacun dans son contexte. Le sommet de juin, c'est désormais acquis, ne donnera pas le signal de la relance de l'Europe.

« L'humiliation de Macron par Merkel ! »

par [Charles Sannat](#) | 20 Avril 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Notre sympathique président (béni soit son saint nom, et, voulant conserver mon modeste gagne-pain, je ne peux pas avoir de mots négatifs au sujet de notre sainteté du Palais ni de notre reine mère) vient tout de même de se faire doublement ratatiner par ses collègues du G8.

Le G8, c'est là où siègent tous nos mamamouchis.

Sa « saigneurie » M² – oui, rien n'est trop flatteur pour notre président de la République, donc pour être un bon fayot (vous avez remarqué tous les fayots qu'il peut y avoir ces derniers temps), j'ai décidé de fayoter au carré. À la puissance deux pour ceux qui ont des souvenirs des cours de math.

Alors M² c'est Manu Macron... M² quoi.

Bon, bref, M² vient de se faire recadrer par Trump qui a dit, après l'attaque sur la Syrie, qu'il n'avait pas besoin de M² pour savoir quoi faire.

Mais ce n'est pas tout.

La Merkel, la mamamouchette allemande, vient aussi de lui planter un poignard dans le dos, que dis-je, vu la taille, c'est carrément une machette....

Angela Merkel rejette le projet de réforme du fonds monétaire européen

« Angela Merkel a soutenu la ligne dure de son parti à propos de la création d'un fonds monétaire européen, rejetant le projet soutenu par Emmanuel Macron avant le déplacement du président français à Berlin cette semaine en vue d'injecter un nouvel élan dans les efforts de réforme de la zone euro.

Dans un discours au groupe parlementaire de son bloc CDU / CSU, Angela Merkel a néanmoins approuvé l'idée de transformer le mécanisme européen de stabilité, le fonds de sauvetage financier de la zone euro, en une version régionale du FMI.

Mais elle a affirmé que ce projet devait voir le jour via une modification de traité, un processus qui, selon les critiques, pourrait prendre beaucoup trop de temps.

La chancelière a émis des réserves quant à une proposition de la Commission européenne de créer le fonds en invoquant l'article 352 du traité de l'Union européenne, une sorte de clause activable en cas d'urgence qui l'amènerait sous la direction de la commission plutôt que des gouvernements de la zone euro. La FME, selon Mme Merkel, doit rester une institution « intergouvernementale », comme l'ESM. »

Traduction ? M² pas touche grisbi teuton !

Notre sympathique Angela, qui n'en a strictement rien à faire de la construction européenne, vu que son pays, l'Allemagne domine sans partage l'Europe, pourquoi voulez-vous qu'elle tire une balle dans le pied de son pays ?

Il n'y a qu'en France ou presque que nos élites vendent consciencieusement notre pays petit bout par petit bout, miette à miette.

Alors que M² a d'immenses « ambitions européennes », la Merkel vient à son tour de lui

rabattre son caquet européiste (ce qui me va bien) et l'Allemagne a déjà fait savoir qu'elle ne souhaitait pas créer un poste de ministre du Budget et des Finances de la zone euro, du moins pas à court terme....

Pas de ministre de Budget, pas de budget européen au-delà de ce qui est déjà fait, pas de FME ou de fonds monétaire européen fondamentalement différent de ce qui existe déjà, c'est-à-dire rien, puisque comme nous l'avons vu hier, [dans l'article consacré à l'euro qui a déjà éclaté](#), c'est chaque banque centrale nationale qui prend les dettes de son propre pays dans son propre bilan...

Vous assistez donc, sous l'amicale pression de nos amis Allemands, à un phénomène d'anticonstruction européenne, et à un échec français patent.

Hollande n'est arrivé à rien.

Macron ne fera guère mieux.

Réinstaurer un rapport de force avec l'Allemagne.

Il faut avoir les moyens de nos ambitions.

Notre modèle économique ne doit pas avoir pour seule ambition d'aller faire les poches aux Allemands comme un enfant irait quémander dans le porte-monnaie de maman.

Pour avoir les moyens de nos ambitions, il ne faut pas se leurrer : il faudra soit d'énormes efforts collectifs pour redresser la barre de nos finances, et je peux vous dire que les Français sont très loin d'avoir compris ce que signifiait dans les faits redresser les finances publiques, ou alors il conviendra de changer de cadre en retrouvant notre souveraineté monétaire pour rendre les choses plus supportables.

L'Allemagne sait très bien qu'elle ne pourra sauver ni la France ni l'Italie, et quand bien même, elle ne le souhaite pas.

L'Allemagne tentera de préserver l'euro le plus longtemps possible car c'est une prison pour les autres pays européens et un outil de domination pour l'Allemagne. Quand ce ne sera plus tenable, l'euro éclatera. Un pays comme la France connaîtra une crise profonde. Nous mettrons au moins 10 ans à nous en remettre.

L'Allemagne, elle, poursuivra sa course en tête.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Charles SANNAT

XPlane de Lockheed Martin : le grand retour de l'avion supersonique

écrit par [Etienne Henri](#) 12 avril 2018



L'innovation est un éternel recommencement. Les meilleurs concepts comme la télévision, la voiture individuelle ou l'aviation civile entrent dans notre quotidien et deviennent des évidences. Ceux qui ne trouvent jamais leur marché comme la télévision en 3D et les voitures volantes tombent dans l'oubli avant d'être, à la faveur du renouvellement des générations, redécouverts et remis sur le devant de la scène.

Les dépoussiérages de vieilles idées sont utiles : il arrive parfois qu'une innovation n'ait pu trouver preneur à une certaine époque pour des questions technologiques, sociales, voire législatives.

Ces paramètres changent selon le lieu et au cours du temps ; des échecs commerciaux ressuscités peuvent devenir des marchés à plusieurs milliards de dollars.

La première smartwatch Casio CD-40 des années 1980 n'avait aucune chance de séduire le grand public. Outre ses fonctions d'un intérêt tout relatif au quotidien, son design décomplexé en faisait un objet dédié uniquement à la clientèle technophile de l'époque.

Trois décennies plus tard, les Apple Watch se vendent comme des petits pains. Les smartwatches dans leur ensemble trouvent leur public, qu'il s'agisse de modèles de marque à plusieurs centaines d'euros ou de produits génériques vendus à vil prix.



Casio CD-40 vs Apple Watch : trente ans après, les montres multi-fonctions sont enfin désirables pour le grand public

Un concept renaît actuellement de ses cendres : l'aviation civile supersonique.

Nous nous intéressons dans cette *Quotidienne* à ces nouveaux avions supersoniques du XXI^{ème} siècle. Parviendront-ils, comme les montres connectées, à se démocratiser avec plus de succès que leurs ancêtres ? La relève du fameux Concorde est-elle sur le point d'arriver ?

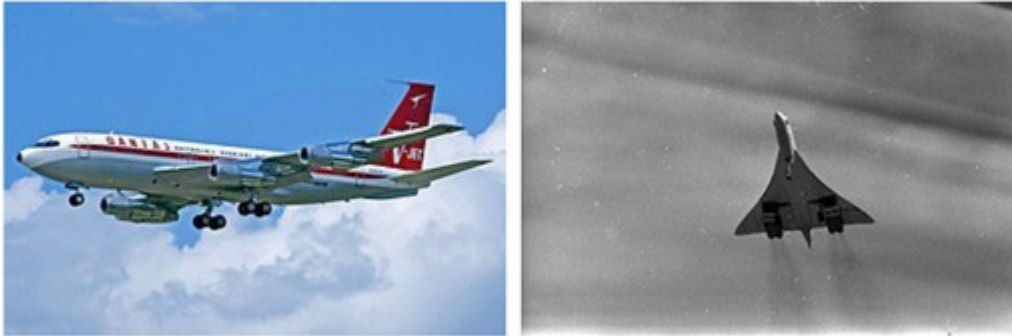
Quand l'aviation ne va plus toujours plus vite

Se déplacer toujours plus vite fait partie des courses sans fin de l'humanité. Après l'arrivée de la machine à vapeur, puis de l'automobile, l'aviation a pris le relais pour raccourcir toujours plus les distances sur Terre. Les premiers avions à réaction, nés dans la première moitié du XX^{ème} siècle, laissaient présager des vitesses de déplacement toujours plus élevées.

Les ingénieurs ont pourtant bien vite remarqué que les avions avaient tendance à accumuler les problèmes lorsque leur vitesse approchait celle du son. Les avions qui volent plus lentement que le son sont soumis à des contraintes mécaniques relativement constantes. Lorsqu'ils s'approchent (et atteignent) cette vitesse, ces contraintes augmentent brutalement.

Dépasser le fameux mur du son n'avait donc rien d'une évidence. Le premier franchissement par le Bell X-1 en 1947 avait fait naître des espoirs d'autant plus grands que l'aviation de l'après-guerre fourmillait d'idées et de concepts nouveaux.

Les années 1950 nous ont donné le Boeing 707, qui a démocratisé le voyage en avion en masse ; la fin des années 1960 le Concorde et ses voyages supersoniques. Les problèmes techniques ayant été résolus, les voyages supersoniques auraient dû devenir la norme.



Un Boeing 707 et le Concorde lors de son premier vol.

Pourtant, le vénérable 707 ressemble à s'y méprendre aux derniers Dreamliner de Boeing. Le Concorde n'existe plus : force est de constater que, dimensions mises à part, le demi-siècle d'évolution qui a suivi cette période n'a pas bouleversé l'aviation civile.

Un passager des années 1950 ne serait pas du tout perturbé dans un aéroport d'aujourd'hui. C'est donc avec un certain plaisir que nous voyons la NASA offrir 200 M\$ à Lockheed Martin pour développer un nouvel avion civil supersonique.

XPlane, ou le nouveau Concorde

Le cahier des charges de ce nouvel X-Plane (nom générique pour les avions expérimentaux) insiste sur les éléments qui ont le plus fait défaut au Concorde. L'avion devra maîtriser sa consommation pour ne pas être un gouffre énergétique, aura bien évidemment une vitesse de croisière supérieure à Mach-1 et limitera les nuisances sonores.

La question du bruit est primordiale. Le Concorde a n'a eu l'autorisation, lors de sa période d'exploitation, de dépasser Mach-1 qu'au-dessus de l'océan Atlantique à cause du "Boum" qui accompagne les déplacements supersoniques.

Le nouvel avion sera dessiné pour limiter au maximum ce phénomène. La forme particulière du fuselage devrait permettre d'émettre une onde de choc "pas plus intense que le bruit d'une portière qui claque", selon Lockheed Martin.



Le nouvel X-Plane
Crédit Nasa/Lockheed Martin

La maîtrise des nuisances sonores devrait permettre d'assouplir les réglementations mises en place à l'époque du Concorde. Le nouvel X-Plane pourrait ainsi rendre de nouveau acceptable les déplacements supersoniques et signer le retour du Paris-New York en trois heures et demie.

Le succès n'est pas qu'une affaire de technique

Sur le papier, le futur avion supersonique n'a aucune raison de ne pas voir le jour. Après tout, la clientèle d'affaires est toujours présente, toujours aussi pressée, et encore plus solvable que dans les années 1970. La technologie s'est améliorée et la législation suivra.

Il n'en reste pas moins que certains besoins des années 1970 n'existent plus de manière aussi aigüe. Le commerce international se fait plus volontiers à distance aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. La qualité des télécommunications (audio, mais aussi vidéo) permet des interactions bien plus fluides entre les grandes mégapoles d'affaires.

De nouveaux usages, comme les emails et les SMS, permettent même de maintenir des échanges soutenus dans la durée. Les voyages, même s'ils n'ont jamais été aussi peu chers, sont paradoxalement de moins en moins nécessaires pour les échanges internationaux. Pour discuter en urgence d'un point bloquant dans une négociation, il est plus efficace d'ouvrir Skype sur son smartphone que de sauter dans un avion. Que le trajet fasse 3h30 en X-Plane ou 8h en A380 n'est même pas le sujet lorsqu'il est possible d'avoir une discussion immédiate et intelligible sans avoir à se déplacer ni bourse délier.

Bien sûr, rien ne remplace totalement le contact humain. Même sans notion d'urgence, les déplacements professionnels existent toujours. Les compagnies aériennes le savent et chouchoutent toujours autant leur clientèle d'affaires.

Si l'aménagement des avions long-courrier peut faire croire que les voyageurs de tourisme "payent" l'avion et que les voyageurs d'affaire en profitent, il n'en est rien. En pratique, les quelques sièges à l'avant de l'appareil rapportent autant (voire parfois plus) à la compagnie aérienne que les centaines de places vendues en cabine Economique. Les passagers qui payent rubis sur l'ongle sont donc particulièrement choyés.

Alors que les appareils ont extérieurement peu évolué depuis les années 1970, le confort des cabines *premium* n'a lui plus rien à voir. Un voyage en classe *Business* ou Première dans un appareil moderne comme l'Airbus A380 n'est plus aussi fatigant qu'un transatlantique en Boeing 747 à l'époque du Concorde.

La clientèle capable de s'offrir un voyage supersonique n'est donc plus soumise au choix de se briser le dos durant 8h en Première classe ou 3h30 dans le Concorde. Elle peut opter pour un avion standard, passer une agréable nuit en haute altitude et arriver en forme le lendemain.



La première classe des années 1970 (à gauche) comparée aux prestations actuelles sur A380 (droite). Qui est encore pressé d'arriver ?

Défi technologique mis à part, il n'est par conséquent pas inintéressant de se demander à qui s'adresseraient ces nouveaux vols supersoniques, et quels problèmes pressants ils régleraient. Pour l'instant, ces points de détail ne font pas partie des communiqués de la NASA et de Lockheed Martin.

A quand l'éclatement de la prochaine bulle mondiale et de la zone euro ?

Franck Pengam, Avril 2018 Agoravox

La zone euro sur la sellette

Bridgewater, le plus gros *hedge fund* (fonds d'investissement—gère 160 Mds \$ d'actifs) du monde a [misé 22 Md \\$ contre la zone euro](#) : les positions à la baisse (« *vendeuses* ») du fonds prouvent qu'il parie contre de nombreuses entreprises européennes (Airbus), allemandes (Siemens, Deutsche Bank) françaises (Total, BNP Paribas) et italiennes (Intesa Sanpaolo, Enel et Eni), entre autres. La société n'est pas connue pour s'attaquer à des entreprises en particulier, mais plutôt pour parier sur la santé de l'économie en général.

Depuis 2011, 4 000 Mds € ont été injectés dans la zone euro (c'est-à-dire au sein des banques commerciales) par la Banque Centrale Européenne (BCE), ce qui représente plus d'un tiers du PIB de la zone. La majorité de cette monnaie se situe principalement en Allemagne et au Luxembourg, pays qui, vous en conviendrez, ne sont pas les plus en difficulté de la zone. Plus grave, [une grande partie de ces liquidités n'ont pas financé l'économie réelle](#) par le biais du crédit aux particuliers et aux entreprises. À la place, les banques commerciales ont épargné 2 000 Mds € de cet argent frais sur leur compte à la BCE jusqu'à fin 2017 (contre 300 Mds € début 2011) pour « *respecter leur ratio de liquidité* » (avoir suffisamment de dépôt en cas de crise de monnaie liquide). [Comme aux États-Unis](#), l'assouplissement quantitatif a permis à la banque centrale de renflouer les banques privées en rachetant leurs créances. Autrement dit, les dettes du secteur privé sont payées par le contribuable sans aucun retour sur investissement. Parallèlement, **François Villeroy de Galhau**, gouverneur de la Banque de France, [a lancé un](#) appel en faveur de moins de régulation et plus de fusions-acquisitions bancaires dans l'UE, en prenant pour modèle... le secteur bancaire US.

La BCE prévient aussi que la zone euro risque carrément d'éclater à la prochaine crise si elle

n'est pas renforcée. Autrement dit les États membres doivent d'ici là réformer leur économie, dégager des marges budgétaires et intégrer les marchés et les services à l'échelle de la zone pour mieux absorber les pertes potentielles sans faire appel aux contribuables. Un instrument fiscal comme [un budget de la zone euro](#) contrôlé par un ministre des finances européen, comme le défend le président **Emmanuel Macron**, aiderait également à faire face à un choc économique majeur qui semble inévitable. Autant dire que cela s'avère problématique au vu du peu de consensus sur le sujet et notamment une frilosité allemande. La Banque centrale européenne a émis l'idée fin 2017, prévue de longue date par les économistes sérieux, d'abolir la limite de 100 000 € garantis en cas d'opération de sauvetage ou de faillite bancaire (*Faits & Document* n° 443, 15/11/17–15/12/17 p.8 et 9).

La Bundesbank juge également [que l'économie allemande est plus fragile qu'il n'y paraît](#), avec des prix immobiliers survalorisés de 15 % à 30 % et des banques parmi les moins rentables du continent avec un rendement des actifs parmi les plus bas et un ratio coût/bénéfice parmi les plus élevés de la zone euro (74,9 %). En lien, le rapport confidentiel gouvernemental allemand *Prospective stratégique 2040* a été révélé par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* : le Ministère fédéral allemand de la Défense a officiellement entériné la possibilité d'un effondrement de l'UE.

Fin 2017, le solde Target 2 de l'Allemagne a dépassé les +900 Mds €, un record depuis la création de l'euro. Ce terme de Target 2 traduit, entre autres, l'état des balances des paiements courants intra-zone euro, et donc dans notre cas, le solde de la balance de l'Allemagne sur les autres pays membres. Si la France est presque à l'équilibre, le solde négatif de l'Italie avoisine les -450 Mds € et celui de l'Espagne les -400 Mds €. La classe politico-financière germanique est [très inquiète des capacités du bilan de la Bundesbank](#) à absorber les créances (douteuses) des autres banques centrales des pays du sud de l'Europe.

Le parti politique Union Populaire Républicaine a traduit un article du journal allemand *Die Welt* (15/03/18) traitant d'une récente conférence à Berlin, réunissant plusieurs économistes allemands célèbres. Le thème de la conférence annonce la couleur : « *L'euro peut-il vraiment survivre et, sinon, que va-t-il se passer ?* ». C'est [la viabilité de la monnaie unique et l'asymétrie des soldes Targets](#) qui y ont été questionnées. **M. Fuest**, n°1 du prestigieux institut d'études économiques Institut für Wirtschaftsforschung (IFO), y a plaidé pour l'introduction d'une clause de sortie de la monnaie euro. **Hans-Werner Sinn**, ancien patron de l'IFO a y notamment déclaré : « *Je ne sais pas si l'euro va tenir dans la durée, mais son système de fonctionnement est condamné.* »

Les conséquences inéluctables de l'économie financiarisée

C'est la seconde fois en un siècle [que l'indice de Shiller \(qui analyse les probabilités de bulles financières\) dépasse son record](#) : la dernière fois qu'un tel niveau d'euphorie boursière avait été atteint, c'était juste avant le krach de 1929, soit la plus grande crise économique du XXe siècle. Des points communs avec l'avant-crise de 2008 sont également à signaler. La Banque des règlements internationaux (« [la banque centrale des banques centrales](#) »), la Banque d'Angleterre et le célèbre gestionnaire de fonds **Neil Woodford** relèvent [des signaux économiques](#) inquiétants dans le monde : surchauffe des marchés financiers, dette des consommateurs et des devises et actifs financiers surévalués. Tandis qu'une énième étude

prouve [que les inégalités socio-économiques et la concentration des capitaux](#) se sont accrues dans le monde entier ou presque depuis plus de 30 ans, selon un rapport du World Wealth and Income Database (travail collectif de plus d'une centaine de chercheurs).

Suite à la chute récente et vertigineuse du dollar (une baisse [comme on n'en avait pas constaté depuis 2003](#)), les banquiers centraux auront besoin de désigner un responsable pour se dédouaner en cas d'éclatement de bulle, qui serait concevable à court terme. Certains analystes postulent même que la Réserve fédérale des États-Unis a désormais [son excuse pour augmenter ses taux d'intérêt rapidement](#) maintenant que le dollar chute, pour que cette bulle explose rapidement sous l'administration Trump. En 2018, le cours du dollar a perdu 4 % de sa valeur par rapport aux six principales devises mondiales et [la tendance continue](#). Le FMI avait d'ailleurs assuré au dernier Forum économique mondiale (ou forum de Davos), que [la prochaine crise frappera plus fort et plus tôt que prévu](#). De même que l'augmentation importante de la cotation de l'or ne laisse présager rien de bon pour l'économie internationale.

Patrick Artus, économiste directeur de la recherche et des études de Natixis, montre [dans une récente étude](#) que les économies développées de l'OCDE sont entrées dans la dynamique finale décrite par **Karl Marx**. La baisse du rendement du capital s'accroît (les investissements rapportent de moins en moins) et les baisses de salaires pour compenser le phénomène commencent à s'essouffler. Les opérations spéculatives (rachat d'actions, spéculations immobilière et financière, achats d'actifs risqués, bitcoins, etc.) explosent, car la productivité réelle ne suffit plus. Les prochaines étapes se résumeront donc en une hausse des inégalités de revenu et une énorme crise financière, selon **Artus** et **Marx**.



Les banques centrales ont réinventé la pierre philosophale

Par Dominique Philos. Contrepoints.org 18 avril 2018

Petite histoire de la monnaie et du rôle des banques centrales.

Pendant toute la durée du Moyen Âge, des personnages illustres ont cherché la pierre philosophale ; cette hypothétique substance alchimique qui permettrait de provoquer la transmutation du plomb en or.

À cette époque, la richesse était directement liée à la détention de métal précieux et, de ce fait, la possibilité de transformer le plomb en or signifiait une richesse assurée et, pour certains princes surendettés, la possibilité de résoudre d'un seul coup tous leurs problèmes chroniques de dettes.

On dit que Philippe IV le Bel (1268-1314) s'y serait intéressé mais que, devant la « lenteur des

progrès » il ait trouvé finalement plus simple de s'attaquer directement au trésor des Templiers.

La monnaie métallique en circulation étant rare, elle avait une valeur intrinsèque ce qui n'empêchait pas une certaine inflation ; surtout lorsque les monarques (Philippe le Bel notamment) réduisaient la quantité d'or dans les pièces.

La monnaie perdant de sa valeur, il en fallait davantage pour acheter les mêmes biens.

Un pas en avant

Au 18^e siècle, on a fait un « pas en avant » avec l'invention du billet de banque directement issu de la lettre de change inventée par les banquiers italiens du Moyen Âge. Le billet de banque portait une valeur faciale et était gagé sur un stock d'or correspondant ; le porteur d'un tel billet pouvait en obtenir la contrepartie en or. Le billet était convertible.

La France manquait alors cruellement de monnaie métallique avec une crise monétaire remontant à Louis XIV qui avait dû faire fondre sa vaisselle d'argent pour s'acquitter partiellement de ses dettes énormes.

La première « expérience » eut lieu avec le système de Law sous la régence (1716-1720). Des billets étaient émis en portant intérêt au taux de 7.5%. Ils étaient convertibles en or et gagés sur la compagnie du Mississippi (à l'époque la Louisiane était française) et la compagnie des Indes orientales.

Pour Law « *une monnaie abondante est un gage de prospérité* » car pour lui « *l'économie dépend du commerce et celui-ci dépend du numéraire* ». Dès lors, si l'on émet des billets avec garantie publique gagés sur les disponibilités en or, on acquiert un certain levier, une masse monétaire rendue tout aussi solide fiduciairement que le stock d'or initial.

La monnaie fiduciaire

Ce faisant, il venait d'inventer la monnaie fiduciaire. Il avait bien vu l'inflation mais la percevait juste comme un phénomène régulateur de la masse monétaire.

Cela a fini par la faillite de Law et de la banque royale émettrice car le montant total des billets émis dépassait de beaucoup le montant de l'encaisse or. La leçon résultant de cette expérience est qu'une monnaie qui n'est plus étalonnée sur le métal précieux voit son sort fondamentalement lié à celui de l'endettement public.

Les graves problèmes financiers de la France ont perduré sous Louis XV et Louis XVI et ont continué sous la Révolution Française.

Les révolutionnaires, qui étaient tout sauf des rêveurs et des idéalistes, eurent l'idée, sur proposition de Talleyrand, d'augmenter le crédit de l'État en s'accaparant les biens du clergé (grosso modo 1.000 ans de dîme prélevée sur le peuple par l'Église) par le biais de leur confiscation, et d'émettre une nouvelle monnaie papier gagée sur ces biens devenus « nationaux » : les fameux assignats.

Néanmoins, les révolutionnaires ont commis une grave erreur :

La monnaie papier était gagée sur des biens réels (biens confisqués à l'Église) dans l'attente de leur vente. Or, pour trouver des liquidités, ils ont émis de la monnaie papier « en fonction des

besoins » c'est-à-dire que lorsqu'ils avaient des fournitures à payer, notamment pour financer la guerre, ils imprimaient des assignats provoquant, en raison d'une augmentation rapide de la masse monétaire, un phénomène inflationniste qui a atteint des sommets. En 1796, il y avait pour 45 milliards de livres d'assignats en circulation alors que la valeur des biens du clergé ne s'élevait qu'à 3 milliards.

Or, il existe un adage selon lequel la mauvaise monnaie chasse la bonne, et évidemment toutes les pièces métalliques se sont cachées dans les murs, les greniers ou les caves de leurs détenteurs pendant que les révolutionnaires confrontés au manque de crédibilité de leur monnaie en ont imposé le cours forcé.

L'échec des assignats

Les assignats sont devenus une monnaie à cours forcé et le refus de paiement en assignats était, à partir de 1793, puni de mort car on ne plaisantait déjà pas avec le crédit de l'État qui ... n'en avait aucun.

Devant l'échec (à la mi-août 1796, les prix avaient grimpé de 304%), les planches à billets, les matrices et les plaques finirent brûlées solennellement en public place Vendôme, le 19 février 1796.

L'assignat fut remplacé par le « mandat territorial », autre monnaie de singe, qui fut retiré de la circulation le 04 février 1797.

L'expérience se termina lamentablement le 30 septembre 1797 avec la banqueroute des deux tiers sous le Directoire ; c'est-à-dire avec l'annulation des 2/3 des dettes colossales de l'État ... non sans qu'une certaine catégorie de personnes aient pu auparavant s'enrichir par le biais du trafic sur les biens nationaux. Les détenteurs d'assignats convertissaient leur monnaie papier en biens réels (immeubles) et échangeaient donc des bouts de papier contre des immeubles à la valeur intangible et négociables ultérieurement en bonne monnaie métallique.

À l'époque on n'avait pas encore bien compris que la monnaie (surtout papier) n'était pas la richesse mais juste du papier imprimé et que la monnaie est avant tout un moyen d'échange et d'acquisition des biens.

Le Franc germinal

Nous sommes sagement revenus au Franc germinal, encore appelé aujourd'hui Napoléon, le 04 avril 1803 c'est-à-dire à la monnaie-or qui a permis la stabilité monétaire jusqu'à la première guerre mondiale.

L'étalon or était alors redevenu la norme, et d'ailleurs la plupart des monnaies étaient convertibles en or.

Ce système a évidemment été pulvérisé avec la 1^{ère} guerre mondiale qui a entraîné une explosion des dépenses, de l'endettement des États et une forte inflation.

En 1918, la plupart des pays européens n'avaient plus d'or et étaient ruinés.

Néanmoins, les alliés, en fait surtout les Français (gouvernement Clémenceau) ont décidé, à la signature du traité de Versailles, que les Allemands paieraient les conséquences de la guerre et

des destructions. Il faut dire qu'en 1871, la France avait payé à l'Allemagne une énorme indemnité de 5 Md de francs or.

Le slogan de l'époque était : « l'Allemagne paiera » !

Des indemnités colossales ont donc été imputées à l'Allemagne au mépris d'un quelconque réalisme. Elles se montaient à 132 Md de marks or ; ce qui représente, au cours d'avril 2014, environ 1 420 Md€ ou encore 1 960 Md\$.

Hyper-inflation sous la république de Weimar

La République de Weimar, qui s'est instaurée en Allemagne de 1919 à 1933 a vite compris, alors qu'elle faisait face à des amputations de territoires et à des réquisitions de matériels ainsi qu'à une véritable guerre civile (tentative de prise de pouvoir par les communistes), qu'elle ne pourrait jamais payer de telles indemnités car elle n'avait pratiquement pas d'or et pas de réserves de change (dollars ou livres GB).

Pour payer ses frais courants, le gouvernement allemand s'est alors lancé dans l'émission monétaire massive aboutissant inéluctablement à l'épisode d'hyper inflation des années 1923-1924 au cours duquel la valeur de la RM décline de 4,2 RM par dollar à 1 000 000 RM par US\$ en août 1923 puis à 4 200 Md RM par US\$ le 20 novembre 1923.

Les prix changeaient d'heure en heure, les ouvriers étaient payés deux fois par jour pour pouvoir percevoir un salaire ayant une quelconque valeur.

Les conséquences de cet épisode d'hyper inflation ont été dramatiques : faillite généralisée du pays, des banques, des entreprises, et des particuliers avec une très forte augmentation du chômage et, à la fin, malgré un redressement économique à partir de 1924, stoppé net avec la crise de 1929, la prise du pouvoir par Adolf Hitler puis la deuxième guerre mondiale.

Le record mondial en la matière appartient néanmoins à la Hongrie, entre 1945 et 1946, puisque le forint, introduit le 1er août 1946, a remplacé le pengő au taux de 1 forint pour 4×10^{29} (quatre cents quadrillards) pengő ; la valeur nominale de l'ensemble des billets en pengő alors en circulation atteignait à peine un millième de forint.

Les accords de Bretton Woods

En 1944, les accords de Bretton Woods ont entériné le fait que les USA étaient devenus la première puissance économique et militaire du monde et institué un taux de change fixe des monnaies par rapport à l'US\$. L'US\$, devenu monnaie de référence et de réserve des autres monnaies était lui-même gagé sur l'or et convertible à hauteur de 35\$ l'once d'or (les USA détenaient alors les 2/3 des réserves en or du monde).

Cet accord supposait évidemment une stabilité absolue de la masse monétaire américaine.

Ce système a prévalu jusqu'en 1971, date à laquelle le président Nixon a annoncé la fin de la convertibilité du dollar en or (le franc français n'était plus convertible depuis octobre 1936) notamment parce que plusieurs pays, dont l'Allemagne, se sont mis à demander le remboursement de leurs dollars américains en or !

Les taux de change des monnaies sont alors devenus flottants (elles variaient les unes par

rapport aux autres) et sans qu'on s'en rende compte nous avons alors changé de paradigme. La monnaie papier fiduciaire à cours forcé basée sur la valeur économique du pays émetteur (exportations, qualité des comptes publics) devenait le standard mondial.

La référence à l'or était supprimée.

Les États se sont alors lancés dans l'émission monétaire systématique ; laquelle a entraîné l'inflation bien connue des années 70-80.

Les règles nouvelles étaient que la stabilité de la monnaie n'était assurée que tant que l'endettement du pays émetteur restait raisonnable ; ce qui explique que la France, qui finançait son expansion économique par la dette et l'émission monétaire, ait procédé à 17 dévaluations entre 1928 et 1983.

La règle incontournable est qu'un pays avec de mauvais comptes publics et un fort endettement a une mauvaise monnaie ; ce qui limite ses possibilités d'emprunt puisque, au-delà d'un certain seuil d'endettement, les taux d'intérêts montent à des niveaux insoutenables ! On avait aussi très clairement compris le lien entre émission monétaire excessive et inflation.

L'adoption de l'Euro

L'adoption de l'Euro a apporté une certaine stabilité monétaire puisque la France, perdant son privilège d'émission, a dû renoncer à l'inflation. Pour financer des dépenses supérieures à ses revenus, elle a donc dû se limiter à l'augmentation à la fois de la dette par l'emprunt en bénéficiant de la crédibilité de l'économie allemande et de la pression fiscale !

Parallèlement, la monnaie en tant que telle s'est dématérialisée et se résume désormais à des lignes informatiques, nommée monnaie scripturale. En France, le billet de banque ne représente plus que 10% des transactions.

Or, aujourd'hui nous avons encore une fois changé de paradigme à la suite de la crise de 2007-2008 issue en ligne droite de la crise des subprimes US et des produits dérivés côtés AAA par les agences de notation alors qu'ils ne valaient rien.

Il s'est alors produit alors un *credit crunch* c'est-à-dire que la méfiance généralisée s'est instaurée et que plus personne ne prêtait à personne par peur de perdre sa créance !

Par crainte de la déflation (les prix baissent et la consommation se contracte entraînant faillites d'entreprises et chômage), les banques centrales des grandes unités économiques (Fed US, BCE, BOE, BOJapan) se sont alors lancées dans des émissions monétaires massives ; à seule fin de sauver les banques surendettées mais aussi et surtout des États au bord de la faillite.

La faillite de la banque Lehman brothers avait fait l'effet d'un coup de semonce.

Assouplissement quantitatif

Ce procédé a été appelé « assouplissement quantitatif » ou son équivalent anglo-saxon *quantitative easing* ou encore QE.

Le QE vise à inciter les banques à faire plus facilement crédit – la banque centrale assumant les risques en leur rachetant leurs créances – pour relancer ainsi la production et l'emploi. Le QE accroît ainsi la quantité de monnaie en circulation ce qui a pour effet « en théorie » de relancer

l'économie et de maintenir l'inflation à un niveau correct afin d'éviter tout risque de déflation. Le but était de stimuler le crédit... et d'éviter l'effet domino, à savoir que la faillite de plusieurs grandes banques n'entraîne des faillites en cascade et une implosion du système mondial !

Ce procédé monétaire avait été testé par le Japon entre 2001 et 2006 alors que le pays se trouvait depuis plus de 10 ans (la décennie perdue) dans un cycle de déflation dont il n'arrivait pas à se sortir. On avait appelé ça les *abonomics* (du nom du Premier ministre Shinzo Abe) qui avait doublé la masse monétaire ; sans résultat significatif.

On imprime de la monnaie à volonté, à la demande, et cet argent est prêté à un taux défiant toute concurrence : 0% !

Ce QE mondial a permis de sauver un certain nombre de banques au bord de la faillite, *too big to fail*, trop grosses pour faire faillite, mais aussi certains États surendettés dont la France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie.

Cette politique « non conventionnelle », assez controversée quant à ses effets, a réussi au-delà de toute espérance au moins sur un point : la dette mondiale a bondi à 237.000 Md\$ soit 320% du PIB mondial.

C'est-à-dire que, pour sauver des banques et des États surendettés, on a augmenté l'endettement de tout le monde. En ce qui concerne les dettes transmises aux banques centrales, voici le total arrêté fin 2017 :

- Le bilan de la Fed est passé à 4.500 Md\$ (900 Md avant la crise).
- Le bilan de la BCE est passé à 3.250 Md€
- Le bilan de la BOJ est passé à 500.000 Md de yen (3.992 Md€)

Autrement dit, **nous vivons dans un monde de dettes !**

Or, phénomène tout à fait surprenant : **malgré cette émission monétaire massive, et à la différence des épisodes précédents, il n'y a pas d'inflation !**

Les banques centrales ont donc bien découvert la pierre philosophale et nul besoin de plomb : elles créent de l'argent virtuel par centaines de milliards sans que cela ait les conséquences négatives rencontrées par le passé, et cela fait désormais 10 ans que cela dure.

Pour la première fois dans l'histoire du monde, l'impression massive de monnaie papier ou scripturale a lieu sans hyperinflation ni même inflation.

L'astuce, car il y en a une, est que cette création massive de monnaie n'inonde que le secteur financier, elle n'atteint pas le consommateur comme cela avait été le cas en France en 1981 avec la désastreuse politique de relance budgétaire prônée par Mitterrand ; avant l'obligatoire tournant de la rigueur de 1983, la France étant déjà au bord de la faillite.

Néanmoins, cette politique d'argent gratuit a eu deux effets collatéraux :

- cette émission massive de monnaie a permis aux banques, inondées d'argent gratuit ou presque, de spéculer sur les marchés jusqu'à faire monter les cours des valeurs à des niveaux complètement délirants ! Il y a formation d'une bulle spéculative sur les marchés actions (Cf. le dow jones US s'est envolé bien au-delà des 20.000 points alors que les entreprises cotées n'augmentaient pas leurs bénéfices).

- les États, au lieu de faire des efforts de gestion, ont continué à dépenser sans compter cet argent gratuit ; leur taux d'endettement apparaît à ce jour extrêmement préoccupant.

Voici un tableau pour quelques pays

PAYS	PIB	DETTE/PIB (en US\$)
– USA	19.000	104%
– Japon	5.000	246%
– Chine	12.000	200%
– Allemagne	3.700	75%
– France	2.600	97%
– RU	2.600	90%

Toute cette monnaie ne correspond en fait qu'à des dettes puisque, aujourd'hui, nous sommes dans un système de leur auto validation par des actifs surévalués financés par ces mêmes dettes.

Toute cette richesse n'est finalement basée que sur la dette... comme si vous aviez un château fort construit sur du sable.

Évidemment, tout cela est extrêmement malsain ; il faut s'attendre à une sévère correction et une chute des bourses de valeur (NY Stock Exchange) aux conséquences non mesurables en l'état (certains évoquent -40%) ce qui risque d'en ruiner plus d'un.

Les banques centrales sont en fait sorties de leur mission de prêteur en dernier ressort avec le risque qu'en cas de crise, toute action demeure totalement inefficace. Elles sont devenues, pour l'heure, des *bad banks*, des institutions permettant de loger dans des structures adéquates de mauvaises dettes.

Et ces mêmes banques centrales, par peur de provoquer à nouveau une crise mondiale, ne savent plus si il conviendrait de revenir à des conditions de taux d'intérêt plus normales.

Finalement, la seule question qui reste posée est de savoir qui, à la fin, va payer tout ça ?